

Document

Articles de presse de novembre 2012

Table des matières

France

Politique

- Le libanais Georges Ibrahim Abdallah obtient sa libération, mais le parquet fait appel. (22.11)

Social

- L'hypertension artérielle moins remboursée. (01.11)
- Les bénéficiaires du Secours catholique se sont ancrés dans la pauvreté. (08.11)
- La compétitivité apaise les relations entre patronat et gouvernement. (13.11)
- Plus de 300.000 salariés à prix cassés en France ? (14.11)
- Réductions d'effectifs: les grands groupes misent sur le volontariat. (22.11)
- Le patronat propose de rogner les retraites complémentaires. (24.11)
- 10 chiffres sur les inégalités de la société française. (29.11)
- Quand se chauffer devient un luxe. (29.11)

Economie

- OGM: Séralini publie une liste de soutien de 193 scientifiques internationaux. (17.11)
- La fondation Bertelsmann présente "sa" notation de la France. (22.11)

International

Politique

- Quand le Qatar se mêle du programme des lycées français. (02.11)
- Les Britanniques ont envahi 90% des pays du monde. (06.11)
- Les motifs de plaintes électorales se multiplient aux Etats-Unis. (07.11)
- L'ex-général croate Ante Gotovina acquitté en appel à La Haye. (17.11)
- Hongrie: quand l'Etat transfère les écoles à l'Eglise. (19.11)
- Un lobbyiste de Shell à la tête de la Coalition nationale syrienne. (22.11)

Social

- Chine: le miracle économique rattrapé par la question sociale. (02.11)
- Renault et les syndicats signent un accord sur la compétitivité en Espagne. (15.11)
- Boisson énergisante : 13 décès suspects aux Etats-Unis. (17.11)
- Volkswagen, symbole de l'efficacité de la rigueur allemande. (19.11)
- L'homme, plus bête qu'hier, moins que demain ? (19.11)
- L'Indonésie, nouvel atelier du monde. (23.11)
- Espagne: à Madrid, la santé en grève contre l'austérité. (27.11)
- Allemagne: la faible hausse des salaires renforce les déséquilibres en zone euro. (27.11)
- Afrique du Sud: un quart de la population a faim, la moitié est pauvre. (28.11)

Economie

- Qui sont les 200 hommes les plus riches du monde ? (05.11)
- A propos du pétrole. (13.11)
- Similitudes, par Etienne Haug (Chroniques d'un hiver européen). (13.11)
- Comment la finance de l'ombre menace l'économie mondiale. (20.11)

- Délit d'initiés record aux Etats-Unis chez une filiale du fonds SAC Capital. (21.11)
- Des rémunérations annuelles en dizaines de milliards de dollars. (21.11)
- Commerce: les Etats-Unis 1re destination des exportations chinoises, devant l'UE. (21.11)
- Aide à la Grèce : l'Europe divisée après l'échec des négociations. (22.11)
- La France dans le top 5 des ventes d'armes dans le monde. (23.11)
- Argentine: le spectre d'un défaut de paiement plane de nouveau. (24.11)
- Union européenne: échec du sommet sur le budget, nouveau rendez-vous début 2013. (24.11)
- Pétrole du Nigeria: un rapport dénonçant des milliards de perte fait polémique. (26.11)

Un article lepoint.fr et AFP du 31 octobre 2012

L'hypertension artérielle moins remboursée. (01.11)

L'hypertension artérielle sévère ne sera plus prise en charge à 100% par la Sécurité sociale alors que 15 millions de Français souffrent de cette affection.

L'hypertension artérielle sévère va être définitivement retirée de la liste des "*affections longue durée*" (ALD) qui permet la prise en charge à 100% par la Sécurité sociale, après une décision du Conseil d'Etat, a-t-on appris mercredi auprès d'associations.

Le Conseil d'Etat "*vient de rejeter le recours contre le décret du 24 juin 2011 supprimant l'hypertension artérielle (HTA) sévère de la liste des ALD*", déplore dans un communiqué la fédération française de cardiologie, la société française de cardiologie et l'alliance du Coeur. Le décret du 24 juin 2011 avait supprimé l'hypertension artérielle de la liste des ALD au prétexte que cette maladie était "*la seule ALD à constituer un facteur de risque et non une pathologie avérée*".

Les associations de patients en colère

Cette disposition, contestée par les associations de patients, était prévue dans le Budget de la Sécu 2011 et devait permettre d'économiser 20 millions d'euros, selon le précédent gouvernement. Le CISS (collectif de patients), la FNATH, association des accidentés de la vie et l'Alliance du coeur avaient déposé un recours devant le Conseil d'Etat. "*Compte tenu des caractéristiques de l'hypertension artérielle, du nombre de personnes concernées, de l'évolution et du coût des traitements de cette affection, le Premier ministre a pu légalement prendre la mesure de suppression*", estime le Conseil d'Etat dans sa décision du 26 octobre consultée par l'AFP.

"*L'hypertension artérielle sévère compliquée d'affections cardio-vasculaires et rénales très handicapantes n'est plus reconnue pour des raisons purement économiques comme elle doit l'être: une maladie chronique très grave!*", soulignent les trois associations.

15 millions de Français souffrent d'hypertension

Selon elles, cette décision concerne 4,2 millions de personnes sur les 15 millions de Français hypertendus recensés chaque année en France.

Ces patients "*verront donc dès à présent les frais médicaux restant à leur charge augmenter de plus 30%*", précisent-elles, redoutant des "*conséquences préjudiciables*". Enfin, cette décision est "*en parfaite incohérence avec les recommandations du Plan de lutte contre les AVC 2010-2014, priorité de santé publique et avec une nouvelle politique privilégiant la démocratie sanitaire*", écrivent-elles.

Commentaire.

Ponctionner les patients pour mieux soulager les banquiers, tel est la politique de ce gouvernement antisocial, réactionnaire. A bas l'UMP-UDI-FN, à bas le PS !

Un article de l'AFP du 1er novembre 2012

Chine: le miracle économique rattrapé par la question sociale. (02.11)

Dans la tentaculaire usine Foxconn de Shenzhen, où un demi-million de salariés fabriquent toutes sortes de composants électroniques, l'angoisse monte devant le ralentissement de l'économie chinoise: ici, c'est l'emploi qui sera le défi majeur des nouveaux maîtres du pays, attendus la semaine prochaine à Pékin.

Moteur du miracle chinois, les usines de Shenzhen et de la province voisine du Guangdong (sud), entièrement vouées à l'exportation vers l'Europe et les Etats-Unis, sont durement frappées par le fléchissement de la demande occidentale. Et l'agitation ouvrière y est désormais quasi-quotidienne.

Ce retournement de conjoncture ne pouvait tomber plus mal pour le Parti communiste (PCC), qui a rebâti sa légitimité en permettant à des centaines de millions de Chinois de s'arracher à la pauvreté avec chaque année des nouveaux emplois par millions.

En 10 ans, sous la présidence de Hu Jintao, qui quittera le pouvoir lors du XVIIIe congrès du PC qui s'ouvre jeudi prochain, la Chine s'est propulsée de la sixième à la deuxième place de l'économie mondiale, au rythme moyen de 10% de croissance.

Mais 2012 sera l'année de la chute: 7,5% attendus à la fin de l'année, le chiffre le plus faible depuis 1999.

"En ce moment, on a vraiment beaucoup de problèmes. Les entreprises le long de la côte arrêtent progressivement la production. Alors on attend des dirigeants une politique", raconte à l'AFP Wu Yuanguang, un ouvrier de Foxconn, âgé de 30 ans.

Wu est célibataire et travaille sur les chaînes de production de l'usine géante, propriété d'un magnat de Taïwan, qui fournit Apple, Sony, Nokia et bien d'autres encore. Comme des dizaines de milliers d'autres, il vit dans le dortoir bondé d'une tour dans une zone industrielle miteuse de Shenzhen.

L'usine Foxconn a souvent fait parler d'elle: suicides de ses employés qui se jetaient du haut des tours-dortoirs et, dernièrement, emploi illégal de mineurs.

Ses ouvriers sont pourtant parmi les mieux payés de Chine, gagnant jusqu'à 3.000 yuan (480 dollars) par mois pour 10 heures de travail quotidien, six jours sur sept, en roulement.

Wu, *"travailleur migrant"*, fait partie de ceux à qui le modèle chinois de croissance tournée vers l'exportation a bénéficié.

En Chine, le revenu annuel net par habitant a quasiment doublé en 10 ans, pour atteindre 21.810 yuan (3.460 dollars) dans les zones urbaines l'an dernier.

Mais la plupart des 253 millions de travailleurs migrants qui bâtissent la prospérité des villes constituent une population *"flottante"*, des *"citoyens de deuxième ordre"*, privés de l'indispensable *"hukou"*, le permis de résidence qui ouvre l'accès à la protection sociale et aux écoles pour leurs enfants.

Et la grogne monte. Car les attentes des salariés ont changé et le défi sera de taille pour le prochain président chinois, Xi Jinping, 59 ans.

"Il nous faut une meilleure politique pour les zones rurales et les travailleurs migrants comme nous", averti Wu, qui relève que *"la différence de revenus est énorme: ceux qui ont de l'argent deviennent de plus en plus riches, et les pauvres de plus en plus pauvres. C'est injuste"*, dit-il.

De fait, l'agitation ouvrière n'a cessé de se développer et les manifestations, arrêts de travail - le mot *"grève"* est prohibé - et incidents divers ne cessent de se multiplier, notamment dans la province voisine du Guangdong, malgré l'absence de syndicats indépendants, interdits, relève le China Labour Bulletin, un observatoire des mouvements sociaux basé à Hong Kong.

"Salaires, conditions de travail décentes et protection sociale sont les préoccupations fondamentales de la plupart des ouvriers", a déclaré à l'AFP Geoffrey Crothall, un expert de cet observatoire.

"Mais pour la majorité en Chine, le chemin reste long pour y parvenir. Les salaires ont augmenté, mais ils partaient de très bas", dit-il.

Pour les prochains dirigeants communistes, la santé des marchés européen et américain sera vitale, tant elle permettra de répondre, ou non, à la demande populaire.

Un nouveau programme de relance serait à l'étude. Il puiserait dans les recettes fiscales et l'énorme surplus commercial accumulé en 10 ans: trois mille milliards de dollars, 10 fois son montant de 2002.

Objectif: réduire la dépendance chinoise à l'égard de ses exportations et stimuler la consommation intérieure.

Pour cela, il faudra augmenter les salaires, au risque d'accélérer la tendance des entrepreneurs occidentaux à relocaliser le travail ailleurs, voire à le rapatrier chez eux.

"Le leadership sortant a beaucoup parlé ces dix dernières années de rééquilibrer l'économie en réduisant l'investissement. La nécessité d'agir est maintenant pressante", estimaient les analystes de Capital Economics, Mark Williams et Wang Qinwei dans leur rapport d'octobre.

Un article Le Nouvel Observateur du 1er novembre 2012

Quand le Qatar se mêle du programme des lycées français. (02.11)

Le Qatar, pourtant pas francophone pour un sou, est entré il y a 15 jours dans l'Organisation internationale de la Francophonie comme membre associé. Et la nouvelle a légitimement créé la surprise. Pour la Mission laïque française, c'est même un comble. Car cette association, qui prodigue un enseignement français aux étrangers dans une centaine d'établissements disséminés à travers le monde, a fait les frais de la manière bien particulière dont le Qatar entend, comme le dit son ambassadeur à Paris, "*aider à la sauvegarde et à l'expansion de la langue française*".

Sa passion pour la langue de Molière a poussé l'émirat wahhabite à s'intéresser de très près au programme du lycée Voltaire de Doha, géré par la Mission : il a notamment interdit un livre d'histoire religieuse qui parlait de la chrétienté au Moyen Age et remplacé un manuel d'enseignement de l'arabe par un ouvrage mêlant apprentissage de la langue et de la religion. Pour s'être plainte de cette censure auprès des autorités françaises, la Mission va être contrainte de plier bagage fin décembre.

Le Qatar ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Il veut "*financer des établissements du type du lycée Voltaire dans le Golfe et en Afrique*" avec l'ambition de "*devenir le pôle de la francophonie régionale*" en concurrence avec la France, alerte un connaisseur du dossier. Avant d'accuser : "*Notre diplomatie, qui devrait s'interroger sur cette stratégie d'influence, est prise de court car elle n'a qu'une vision à court terme.*"

Commentaire.

Au contraire, cette initiative s'inscrit dans une vision à long terme qui consiste à effacer toute trace du passé, de tout repère historique ou culturel, ce qui ne peut échapper à personne...

Un article leparisien.fr du 2 novembre 2012

Qui sont les 200 hommes les plus riches du monde ? (05.11)

Carlos Slim, Bill Gates et Amancio Ortega sont les trois hommes les plus riches du monde, selon le dernier classement des 200 personnalités les plus riches du monde établi par Bloomberg.

Comme tous les ans, l'agence d'informations financières Bloomberg (propriété du maire de New York, Michael Bloomberg) a publié jeudi sa liste des 200 personnalités les plus riches du monde.

C'est toujours le magnat mexicain des télécoms, Carlos Slim, qui trône en tête de ce classement avec une fortune de plus de 60 milliards d'euros.

Bill Gates (Microsoft) et Warren Buffett ont beau régulièrement donner d'énormes portions de leur fortune, ils sont toujours dans le top 5, en deuxième position pour Bill Gates (50 milliards d'euros) et en quatrième position pour le fondateur de l'empire financier Berkshire Hathaway (37.6 milliards d'euros).

La principale nouveauté cette année, c'est la très forte percée des empereurs du secteur de la distribution, plus particulièrement dans le textile. Neuf des vingt-cinq personnalités les plus riches du monde sont des géants de la distribution. Comme l'explique Bloomberg, les entreprises du secteur ont bénéficié d'une baisse des prix du coton et du coût des crédits ainsi que d'une hausse de la demande pour des produits aux prix abordables.

Heureux comme un magnat de la distribution

Ainsi, l'Espagnol Amancio Ortega, patron du groupe Inditex (connu notamment pour sa franchise Zara), a vu sa fortune progresser de plus de 50% entre le 1er janvier et le 5 octobre, l'ibère encaissant l'équivalent de 51 millions d'euros par jour ! Le patron et fondateur d'Inditex se hisse ainsi à la troisième place du classement, avec 41,7 milliards d'euros. Il est le plus riche d'Europe.

Son dauphin sur le Vieux continent est le roi de l'ameublement, le Suédois Ingvar Kamprad, qui contrôle Ikea. Avec 32,5 milliards d'euros, il est le cinquième homme le plus riche du monde. La bonne santé du secteur de la distribution fait aussi les affaires de quatre des membres de la famille possédant le titan Wal-Mart. Christy, Jim, Rob et Alice Walton occupent de la 9e à la 12e place du classement.

Bettencourt, Arnault, Pinault...

Du côté des Français, peu d'évolution. Liliane Bettencourt est la première fortune de France et la quinzième au niveau mondial avec 19,2 milliards d'euros. Elle est la troisième femme la plus riche du monde, coiffée au poteau par Christy et Alice Walton, les soeurs à la tête de Wal-Mart.

Le patron du groupe LVMH, Bernard Arnault, n'est pas à plaindre en 18e position. Sa fortune a progressé de 16,4% cette année pour atteindre 18,8 milliards d'euros.

Il faut descendre de 70 places dans le tableau pour y retrouver un Français, François Pinault (8,5 milliards, 86e). Serge Dassault n'est pas très loin (89e), juste derrière le fondateur et patron de Facebook, Mark Zuckerberg, dont l'entrée en Bourse totalement ratée de son entreprise a fait fondre sa fortune de 5,3 milliards d'euros. En revanche, celle de Serge Dassault a fait un bond de 33% cette année et atteint désormais 8,3 milliards.

Un article Slate.fr du 4 novembre 2012

Les Britanniques ont envahi 90% des pays du monde. (06.11)

Les Britanniques viennent d'être sacrés champions toutes catégories de l'impérialisme. Les Romains, les Ottomans ou l'URSS font pâle figure à côté du bilan de l'Empire britannique: les Anglais auraient envahi 90% des pays du monde au cours de l'Histoire, rapporte *The Telegraph*.

Ce constat vient d'un nouveau livre écrit par un certain Stuart Laycock. Ce Britannique est allé dans tous les pays du monde, dans l'ordre alphabétique, afin d'y chercher des traces d'une présence militaire anglaise au cours de l'Histoire. Les résultats sont édifiants.

Seulement 22 pays, dont la plupart sont de petites puissances telles que le Luxembourg, la Suède, le Vatican ou encore Monaco, n'ont jamais eu de contacts militaires avec les armées de Sa Majesté. Même si la plupart des pays n'étaient pas des colonies britanniques officielles, elles sont tombées sous influence britannique de différentes manières, explique *The Telegraph*:

«Le reste (des pays considérés comme envahis) a été inclus car les Britanniques y ont eu une forme de présence militaire –même passagère– soit par la force, la menace de la force, la négociation ou le paiement.»

The Telegraph remarque que les invasions de certains pays sont peu connues du grand public telles que celle de l'Islande en 1940 après que l'île (d'une grande importance stratégique car située entre les Etats-Unis et l'Europe) décide de rester neutre dans le conflit entre Alliés et Axe. Le Vietnam, traditionnellement associé aux Etats-Unis et dans une moindre mesure à la France, a également subi plusieurs incursions britanniques depuis le XVIIe siècle.

Devinez quelle nation à l'honneur d'avoir été la plus envahie par les Anglais? La France bien sûr. La France qui est d'ailleurs la seule autre nation selon Stuart Laycock qui pourrait arriver à un bilan impérial comparable.

La seule? Pas pour *The Atlantic Wire* qui, non sans une pointe de jalousie, remet en cause la méthode de l'auteur:

«L'auteur a pris quelques libertés avec la définition d'une invasion. Ou au moins, il la définit de manière très large (...) Les incursions de pirates britanniques, de corsaires ou d'explorateurs armés ont également été incluses, à condition qu'ils aient opéré avec l'accord de leur gouvernement.»

Le site américain tient à rappeler l'envergure de la présence américaine dans le monde, surtout si l'on utilise la même méthode que l'auteur:

«Dans ce cas, nous avons un bon candidat pour la deuxième place du prix de l'empire le plus important: les Etats-Unis (...) Mais si l'on colle au plus près à la méthode de Laycock, les données du Département de la Défense montrent que les Etats-Unis ont une présence militaire dans 153 pays dans le monde.»

Et de conclure:

«Les Britanniques ont donc envahi 90% des pays du monde et nous en avons envahi 80% (...) Nous allons juste laisser les Britanniques profiter de leur prix du plus gros empire. C'était marrant tant que ça durait, pas vrai?»

Un article de Reuters du 6 novembre 2012

Les motifs de plaintes électorales se multiplient aux Etats-Unis. (07.11)

Le vote des électeurs américains ne se déroulait pas sans accrocs mardi, des plaintes concernant des procédures ou des files d'attente interminables entachant le scrutin de la Pennsylvanie à la Floride.

En Pennsylvanie, où Barack Obama devrait l'emporter et où Mitt Romney s'est rendu ces derniers jours dans une ultime tentative de séduction des électeurs, la confusion régnait.

"Les employés des bureaux de vote ont été peu et mal formés", dénonce Barbara Arnwine, directrice du Comité des avocats pour les droits civils, expliquant que ceux-ci renvoient les électeurs chez eux lorsqu'ils ne présentent pas de pièce d'identité. *"L'Etat de Pennsylvanie devrait avoir honte."*

Un juge de Pennsylvanie avait bloqué le mois dernier une loi obligeant les électeurs à fournir une pièce d'identité avec photographie, loi soutenue par les républicains et qui a été instaurée dans différents Etats depuis 2011.

Les républicains ont également leurs motifs de mécontentement dans cet Etat du nord-est des Etats-Unis, 75 de leurs responsables électoraux n'ayant pu avoir accès, affirment-ils, à des bureaux de vote à Philadelphie.

D'interminables files d'attente, notamment en Floride, en Virginie et dans l'Ohio, trois *"Swing States"* ou *"Etats bascules"*, ont également entraîné des plaintes.

"Les files d'attente qui se sont formées dans des Etats comme l'Ohio sont plus longues qu'à Bagdad ou à Kaboul", déplore Wade Henderson, du groupe Leadership Conference on Civil and Human Rights.

Dans la région de Miami, l'attente allait de 15 minutes à trois heures pour glisser dans l'urne un très long bulletin de vote - il pouvait atteindre douze pages.

Une action en justice a déjà été lancée dimanche, des électeurs ayant pu attendre jusqu'à sept heures pour voter par anticipation et s'en trouver découragés.

BULLETINS PROVISOIRES

A l'University of Central Florida, à Orlando, qui compte 58.000 étudiants, beaucoup d'entre eux ont dû utiliser des bulletins provisoires, une nouvelle loi les ayant empêchés de modifier l'adresse figurant sur leur carte d'électeur.

"Je suis vraiment agacée", pestait Kristen Wiley, étudiante de 20 ans de Boca Raton, qui dit n'avoir jamais reçu le matériel de vote par correspondance du Palm Beach County.

Elle attendait de glisser un bulletin provisoire dans l'urne, sachant que son vote ne serait pas comptabilisé à moins que les résultats ne soient très serrés.

Dans l'Ohio, où les bulletins provisoires pourraient peser dans la balance, ils ne pourront être comptabilisés avant dix jours.

De nombreux électeurs de Floride ont par ailleurs reçu des appels téléphoniques leur assurant qu'ils avaient jusqu'à *"demain"* (mercredi) pour voter.

De nombreux problèmes techniques ont également compliqué le vote des habitants du New Jersey, une semaine après le passage de l'ouragan Sandy.

"Il y a un mot pour décrire ce qui se passe dans le New Jersey : c'est une catastrophe", a déclaré Barbara Arnwine, énumérant de nombreux dysfonctionnements - serveurs cessant de fonctionner, électeurs se voyant réclamer une pièce d'identité qui n'était pas obligatoire, bureaux manquant de bulletins de vote...

Enfin, alors que le président sortant devrait l'emporter aisément dans les Etats de New York, du New Jersey et du Connecticut, une faible participation dans ces Etats touchés par Sandy pourrait souligner les imperfections du système électoral américain.

Le président élu grâce aux voix des grands électeurs pourrait en effet ne pas être celui qui aura reçu le plus de suffrages de la part des citoyens américains.

Commentaire.

Le plus pitoyable, c'est surtout qu'ils aient été voter. Mais j'ai lu dans un article de presse que dans certains endroits, l'abstention se serait élevée à 50%... A vérifier.

Complément du monde.fr du 6 novembre

Un électeur a filmé son vote dans un bureau de Pennsylvanie. Sur la machine électronique, il choisit une première fois Obama, mais la machine comptabilise Romney. Avant qu'il confirme le vote, il essaie à nouveau. Même résultat.

L'homme met alors la vidéo sur le site Reddit, et elle est immédiatement partagée et circule sur la Toile. Dans la description de la vidéo, il explique en détail les événements. Il précise qu'il est lui-même "*un développeur informatique*", et qu'il a vite compris que la machine était "*mal calibrée*", car quand il choisissait un autre candidat, comme l'écologiste Jill Stein, ça fonctionnait correctement. Il dit être prêt "*à donner les rush originaux pour vérification sur demande*".

La chaîne NBC a confirmé par la suite que la machine était bien défectueuse et a été retirée du bureau de vote. Dans un deuxième temps, Mathew Keeler, porte-parole de l'Etat de Pennsylvanie, a reconnu avoir reçu "*une seule plainte*" à propos d'une machine défectueuse. "*Elle a été recalibrée et remise en circulation*", a-t-il confié au magazine Mother Jones. Mais il n'était pas en mesure de dire s'il s'agissait de la machine filmée. "*Nous pensons qu'elles sont probablement liées*", a-t-il dit.

Avant les élections, démocrates et républicains ont demandé à de nombreux Etats de retirer certaines machines à voter par peur qu'elles soient mal calibrées. Les Etats en question, dont la Pennsylvanie, la Caroline du Nord, l'Ohio, le Nevada, et le Colorado, avaient refusé, estimant que le risque était quasi inexistant.

Il s'agit du seul incident concernant une machine à voter confirmé jusqu'ici. Aux Etats-Unis, le vote électronique est assez commun. Selon le site Verified Voting, 25 % des électeurs l'utiliseront cette année. Mais il n'est pas du goût de tous. Mardi, le maire de New York, Michael Bloomberg, a parlé d'un système "*digne d'un pays du tiers monde*".

Commentaire.

Une seule machine défectueuse sur des dizaines ou centaines de milliers, puisqu'on vous le dit, ben voyons!

Un article de l'AFP du 7 novembre 2012

Les bénéficiaires du Secours catholique se sont ancrés dans la pauvreté. (08.11)

Depuis dix ans, la précarité s'est installée parmi les bénéficiaires du Secours catholique, les pauvres sont plus nombreux et dans une situation plus difficile qu'en 2001, souligne l'ONG dans son rapport annuel 2011 rendu public jeudi.

Dans ce document intitulé "*Regards sur 10 ans de pauvreté*", l'ONG indique avoir accueilli 1.422.000 personnes en 2011, dont 668.000 enfants. La part des familles est passée de 47% à 53%, notamment du fait de la crise.

Parmi les bénéficiaires, 94% vivaient sous le seuil de pauvreté (60% du niveau de vie médian, soit 964 euros en 2010) et 68% sous le seuil de très grande pauvreté (644 euros en 2010).

Depuis 2001, le Secours Catholique accueille chaque année près d'un million de personnes vivant en dessous du seuil de très grande pauvreté.

"*On constate un durcissement et un ancrage de la pauvreté*", explique Bernard Schricke, directeur Actions et Plaidoyer France Europe. "*Il n'est pas rare que les personnes fréquentent nos structures pendant 3, 4 ou 5 ans.*"

Un tiers des personnes accueillies en 2001 comme en 2011 avaient déjà fait appel à l'ONG l'année précédente. Et pour 68% d'entre eux, la pauvreté n'est pas liée à un événement familial particulier, mais est une "*situation installée*", note le rapport.

"*On envoie parfois en vacances des enfants dont les parents eux-mêmes sont partis en vacances grâce au Secours catholique. La pauvreté s'est transmise d'une génération à l'autre*", souligne M. Schricke.

L'ONG reçoit de plus en plus d'étrangers en situation de pauvreté (30% contre 23% en 2001, dont 6% en situation irrégulière), et de plus en plus de femmes (57% des adultes en 2011, contre 50% en 2001), notamment en raison d'une hausse des familles monoparentales (+ 6 points), qui représente 58% des familles accueillies.

Pauline, 47 ans, élève seule sa fille de 13 ans, en Savoie, avec 440 euros du RSA, auxquels s'ajoutent 160 euros de pension alimentaire. Outre le loyer (120 euros par mois), l'eau et l'électricité, elle explique sous couvert d'anonymat, avoir été confrontée à une grosse facture "*à cause d'un problème de voiture*" et a dû faire appel au Secours catholique.

Chaque semaine elle se rend dans une épicerie sociale, pour recevoir une aide alimentaire temporaire "*équivalente à 30 euros*". "*J'ai essayé de serrer, serrer au maximum le budget, mais quand il y a un problème, on se retrouve plus qu'à découvert*", dit-elle.

Environ 60% des ménages rencontrés par l'ONG ont des impayés. Dans 40% des cas, ils concernent le loyer ou l'énergie.

Pour Bernard Schricke, si "*l'aide alimentaire est un bon outil dans l'urgence, ce n'est pas un moyen de solvabiliser les familles*". Il plaide pour "*renforcer les minima sociaux*" et "*baisser les charges contraintes*", notamment de loyer, d'énergie ou de transport, "*sur-représentées dans les dépenses des plus pauvres*".

Il rappelle que "*la difficulté d'accéder à un emploi*" est le principal facteur de pauvreté. 66% des bénéficiaires du Secours catholique étaient au chômage en 2011.

Avec sa fille souvent hospitalisée, Pauline a "*eu beaucoup de soucis au niveau de l'emploi*" et plusieurs CDD ne lui ont pas été renouvelés du fait de ses absences. Malgré des formations et diplômes dans le secrétariat et la restauration, elle n'a pas retrouvé d'emploi depuis deux ans. "*Aujourd'hui, le problème, c'est mon âge, on me l'a clairement dit en entretien.*"

Elle vient de terminer une nouvelle formation d'assistante maternelle. Les emplois à temps partiel, à faible rémunération et à horaires décalés, sont majoritairement occupés par les mères célibataires, rappelle le Secours catholique.

Un article de l'AFP du 12 novembre 2012

La compétitivité apaise les relations entre patronat et gouvernement. (13.11)

Loin des accusations de "*racisme anti-entreprise*" en France et des éclats qui avaient marqué la révolte des "*pigeons*", patronat et gouvernement affichent l'unité derrière le projet de relance de la compétitivité de la France, à quelques dissensions près.

Le ministre de l'Economie et des Finances Pierre Moscovici et la présidente de la plus grande organisation patronale française Medef, Laurence Parisot, ont rivalisé lundi d'amabilités au cours de leur premier débat public, organisé à l'occasion de la cinquième Journée annuelle de l'entrepreneur.

Madame Parisot, qui en septembre accusait l'exécutif de préparer dans son projet de budget 2013 un "*choc de non-compétitivité*", de faire des choix "*dangereux*", a crédité sans ambiguïté le tout nouveau gouvernement socialiste de faire enfin prendre à la France un tournant attendu depuis plusieurs années.

Le gouvernement a annoncé le 6 novembre une série de mesures pour doper la compétitivité des entreprises françaises, dont un crédit d'impôt devant atteindre au bout de la troisième année 20 milliards d'euros par an.

"*Oui, nous saluons le fait que votre gouvernement ait clairement mis la question de la compétitivité au centre du débat*", a déclaré lundi Mme Parisot dans les massifs bâtiments du ministère de l'Economie, rue de Bercy, qu'elle a qualifiés de "*coeur de l'économie française*".

"*C'est quelque chose que nous Medef, nous tous les entrepreneurs quelle que soit l'association à laquelle nous adhérons, nous essayions de faire depuis quelques années*", a-t-elle ajouté.

Début octobre elle avait parlé de "*racisme anti-entreprise*" pour qualifier l'ambiance régnant selon elle en France, dans un entretien à L'Express. Elle s'exprimait en pleine fronde des jeunes entrepreneurs, autoproclamés "*pigeons*", contre des dispositions fiscales du projet de budget.

Lundi, le ton était tout autre. "*Je ne sais pas encore si c'est une révolution copernicienne*", a dit Mme Parisot, reprenant des mots de M. Moscovici, à qui elle a dit au passage: "*j'ai bien aimé que vous utilisiez cette expression*". "*Mais je voudrais vous dire que nous l'espérons fondamentalement*", a-t-elle poursuivi.

"*Ce qui nous a manqué en France depuis des années c'est de définir des stratégies économiques et des politiques économiques en mettant au coeur de ces politiques et de ces stratégies, l'entreprise*", a-t-elle enchaîné, n'épargnant pas les précédents gouvernements.

"*Je vais répondre à Laurence Parisot*", a dit M. Moscovici. "*D'abord, je voudrais être un peu plus modeste qu'elle sur Bercy: ce n'est sûrement pas le coeur de l'économie française, le coeur de l'économie française c'est vous!*", a-t-il lancé à l'adresse des entreprises.

"*C'est vrai que s'il y a un changement de climat, un changement de ton, je m'en réjouis, il faut savoir tourner ce genre de page*", a-t-il déclaré.

M. Moscovici et Mme Parisot ont cependant évoqué leurs dissensions sur les "*contreparties*" attendues des entreprises.

"*Je vais être très franche*", a averti la patronne des patrons, "*je n'aime pas du tout ce débat autour du concept de contrepartie*".

Certaines de ces contreparties notamment sur la gouvernance ou l'usage fait du crédit d'impôt "seront de nature législative, d'autres de nature contractuelle", a déclaré à la presse M. Moscovici.

"Formuler d'une manière juridique ou contraignante des contreparties serait une erreur" en particulier pour "la lisibilité du dispositif par les investisseurs étrangers", a estimé Mme Parisot, appelant à faire "confiance" aux entreprises.

"Si on compare avec l'amour, on aime bien dire +il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour+", a répondu le ministre. "Je ne dirai pas (...) qu'il n'y a que des preuves de confiance, mais essayons aussi de faire les gestes qui permettent d'avoir encore plus confiance", a-t-il dit.

Deux articles d'AFP et Reuters du 12 novembre 2012

A propos du pétrole. (13.11)

La soif de pétrole de la planète va continuer à augmenter - AFP

La demande pétrolière mondiale et les prix de l'or noir vont continuer à grimper dans les décennies qui viennent, portés par la consommation liée aux transports, a prédit lundi l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

La demande de brut va augmenter de 14% d'ici 2035 pour atteindre 99,7 millions de barils par jour (mbj), indique l'AIE dans son World Energy Outlook, sa grande étude prospective annuelle. Cela dépasse de 700.000 barils ce qu'elle anticipait un an plus tôt.

L'AIE, qui défend les intérêts des pays consommateurs, table aussi sur un prix moyen du baril de brut autour de 125 dollars le baril en 2035 (en dollars constants), contre environ 107 dollars cette année, alors qu'elle prédisait l'an dernier un prix du baril de 120 dollars à cet horizon.

"La croissance de la consommation de pétrole dans les pays émergents, particulièrement celle liée aux transports en Chine, en Inde et au Moyen-Orient, va plus que compenser la réduction de la demande dans l'OCDE, faisant monter nettement l'usage du pétrole", justifie l'AIE, bras énergétique de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le transport *"représente déjà plus de la moitié de la consommation pétrolière mondiale, et cette part va s'accroître alors que le parc automobile doublera à 1,7 milliard de voitures, et que la demande liée au fret (transport de marchandise) routier augmente rapidement"*, ajoute-t-elle.

Le fret routier représentera à lui seul 40% de la hausse de la demande d'ici 2035, car la consommation de carburants liée aux camions (essentiellement du gazole) augmente bien plus rapidement que celle liée aux voitures, notamment parce qu'ils sont moins soumis à des mesures d'économie d'énergie.

Du côté de la production d'or noir, l'AIE estime que la part des pays hors Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) va aller en augmentant durant la décennie en cours, mais prévient que le poids du cartel se renforcera ensuite à nouveau.

La production non-Opep devrait atteindre un plateau autour de 53 mbj après 2015 (contre moins de 49 mbj en 2011), sous l'effet de l'essor de la production de pétrole non conventionnel en Amérique du Nord (pétrole *"compact"* aux Etats-Unis, sables bitumineux canadiens), un bond des condensats (pétrole associé au gaz naturel), et la montée en puissance de la production au large du Brésil.

Ce plateau (phase de stagnation de la production) durera jusque vers 2025, après quoi elle retombera autour de 50 mbj. Parallèlement, le poids de l'Opep dans la production mondiale, actuellement autour de 42%, remontera autour de 50% vers 2035, prévoit l'AIE.

L'AIE dit prévoir une augmentation de la demande de gaz *"quels que soient les scénarios utilisés"*, mais son usage variera fortement selon les régions. En Amérique du Nord, l'extraction du gaz de schiste a fait chuter les prix du gaz naturel. Résultat, il se substitue au charbon dans la production d'électricité, et pourrait devenir la première source d'énergie aux , devant le pétrole, vers 2030.

L'avenir du charbon est très incertain, car il dépendra des choix énergétiques en Asie, et de sa compétitivité par rapport aux autres sources d'énergies dans la production d'électricité.

Les énergies renouvelables (surtout le solaire) devraient de leur côté se développer à un rythme soutenu et assurer près du tiers de la production d'électricité en 2035, tandis que l'agence a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'énergie nucléaire, freinée par la catastrophe de Fukushima.

Enfin, l'AIE reste inquiète concernant l'impact de l'énergie sur le climat, répétant que "*l'objectif de limiter le réchauffement de la planète à 2°C devient plus difficile et coûteux à atteindre année après année*", mais que des mesures rapides permettraient de retarder de quelques années le point de non-retour.

Les USA seront le premier producteur de pétrole d'ici 2017 - Reuters

Les Etats-Unis seront le premier pays producteur de pétrole mondial en 2017, dépassant l'Arabie saoudite, déclare lundi l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dans son rapport annuel sur les perspectives à long terme.

La forte croissance de la production du pétrole et du gaz de schiste conduira à l'autosuffisance énergétique du pays, premier consommateur mondial de brut.

La conclusion de l'AIE est aux antipodes de son rapport de 2011, qui affirmait que l'Arabie saoudite resterait le premier pays producteur de pétrole jusqu'en 2035.

"Les développements de l'énergie aux Etats-Unis sont de grande ampleur et leurs effets pourraient être ressentis par delà l'Amérique du Nord et le secteur énergétique", a déclaré l'AIE.

"Le récent rebond de la production gazière et pétrolière des Etats-Unis, tirée par des technologies innovantes qui permettent de débloquer les ressources de pétrole et gaz de schiste, stimule l'activité économique, avec des prix du gaz et de l'électricité inférieurs (...)", ajoute l'AIE.

L'AIE prévoit une baisse continue des importations américaines de pétrole jusqu'à ce que l'Amérique du Nord devienne un exportateur net aux alentours de 2030.

Le chef économiste de l'AIE a déclaré lors d'une conférence de presse à Londres, qu'il pensait que les Etats-Unis détrôneraient largement la Russie comme premier pays producteur de gaz d'ici 2015. Deux ans plus tard, les Etats-Unis deviendraient le premier pays producteur de pétrole, a-t-il ajouté.

Commentaire.

L'extraction du pétrole et du gaz de schiste ainsi que le sable bitumineux cause de gigantesques dégâts, soit au niveau des nappes phréatiques, soit de l'environnement pollué sur des surfaces énormes au Canada. Ils sont en train de détruire la planète et de compromettre à terme toute forme de vie sur terre, il paraît que c'est le progrès. Que dans un premier temps l'environnement de peuples entiers soit compromis pour toujours et les force à s'expatrier dans leur propre pays, la survie du capitalisme est à ce prix-là.

On reviendra plus tard sur ce sujet.

Un article d'oceanews.fr du 12 novembre 2012

Similitudes, par Etienne Haug (Chroniques d'un hiver européen). (13.11)

La Grèce n'est pas seule...

Imaginons un pays.

Une crise financière sans précédent provenant de Wall Street va déstabiliser son économie. En moins d'un an, le pays plonge en récession et la baisse de la production combinée à l'augmentation du chômage de 9 à 14% de la population active vont gravement détériorer les finances de l'état. Ces finances étaient déjà fragiles à cause d'une dette importante contractée de manière plutôt contestable. Mais la nouvelle montée en flèche de l'endettement due à la crise économique inquiète les autorités qui procèdent à un changement de gouvernement et mettent au pouvoir un conservateur issu de la bourgeoisie, économiste formé à la London School of Economics.

Le gouvernement formé par ce dernier a alors un objectif prioritaire : faire baisser la dette du pays et relancer l'économie. La solution leur semble très simple : l'état va devoir économiser en coupant dans les dépenses et en augmentant les impôts. La souffrance engendrée sur les classes les plus pauvres est vue comme un mal nécessaire pour rétablir des finances « saines ».

Mais la situation politique est très instable, et passer de telles mesures au parlement n'est pas évident. C'est donc par une suite de décrets-loi exceptionnels que quatre plans d'austérité vont être successivement appliqués au pays au cours des deux années suivantes.

La liste des mesures prises est sans fin : baisse de 25% des salaires dans le secteur public, baisses à répétition de toutes les allocations sociales (chômage, famille, assurance maladie), augmentations à répétition de l'impôt sur le revenu, de la TVA, et des taxes sur des produits de consommation comme la cigarette et l'alcool.

Cette cure d'amaigrissement très violente du budget de l'état a des conséquences catastrophiques : l'économie s'écroule et le chômage explose de 14% à 22% en un an alors que la production économique (PIB) chute de 7,7%. La société est en état de choc et les orientations politiques se polarisent vers l'extrême gauche et le parti nazi, ce dernier connaissant subitement un succès fulgurant.

Malgré cette évolution, le gouvernement décide d'intensifier l'austérité, étant convaincu que son échec est dû à l'insuffisance des mesures prises. Un nouveau paquet d'austérité est adopté par décret alors que le chômage est à 22%. Dans une déclaration officielle, le gouvernement annonce « *qu'il reste maintenant moins de 100 mètres jusqu'à la cible.* »

La suite de l'histoire est connue : un an plus tard, le PIB chute à nouveau de 7,5% et le chômage passe à 28%. La radicalisation politique de la population s'intensifie, menant à l'arrivée au pouvoir en 1933 du parti nazi et d'Adolf Hitler, ce dernier s'étant servi de l'effondrement économique et social du pays comme levier pour sa campagne de propagande.

Car en effet, il n'est pas question ici de la Grèce. Cette description factuelle est celle des dernières années de la république de Weimar entre 1929 et 1933, les années sombres qui ont mené au nazisme et à la deuxième guerre mondiale. Le gouvernement dont il est question ici est celui du chancelier Heinrich Brüning, nommé à cette fonction en 1930 par le président fédéral Paul von Hindenburg. Son entêtement à mener une politique d'austérité extrême a fait implorer l'économie et la société allemande en l'espace de deux ans.

Cette expérience de cure d'austérité et ses conséquences, l'accession du parti nazi au pouvoir menant quelques années plus tard à la deuxième guerre mondiale, ne semble en fin de compte pas avoir été aussi traumatisante que cela. Il faut chercher très profond dans les archives internationales des trois dernières années pour trouver des journalistes ou des personnalités médiatiques faisant référence à ce précédent historique pour aborder la problématique actuelle.

Sous l'effet de l'austérité, le taux de chômage en Grèce est passé de 9,5% en juillet 2009 à 12,5% en juillet 2010, 17,8% en juillet 2011 et 25,1% en juillet 2012.

Simultanément, on sait que le parti néo-nazi grec « *aube dorée* » est passé de 0,46% des votes aux élections européennes de 2009 à 5,3% aux élections municipales d'Athènes en 2010, puis 6,92% aux élections législatives de Juin 2012, et que 12% des personnes sondées approuvaient l'attitude du parti en mai 2012, part qui atteint les 22% en Septembre 2012.

L'accumulation de ces faits ne cherche en aucun cas à prédire une accession, peu probable, d'un parti néo-nazi au pouvoir d'un pays subissant l'austérité européenne. Les mêmes causes ne peuvent avoir les mêmes effets dans le domaine si aléatoire des comportements sociaux. Ce qui est démontré par contre, c'est que la situation économique et sociale atteinte à l'automne 2012 en Grèce est du même ordre que celle de l'Allemagne en 1933.

Il est alors sidérant et inquiétant de constater que le niveau de préoccupation atteint par les institutions et les politiciens européens ne dépasse pas une sporadique phrase de compassion, pommade cynique servant à faire passer les nouveaux plans d'austérité et de privatisation.

Fin 2010, on a pu s'inquiéter des risques économiques que pourraient amener l'austérité.

Fin 2011, les conséquences dramatiques de ces mesures laissaient espérer une prise de conscience et un virage politique.

Fin 2012, le potentiel destructeur avéré et abouti de cette politique combiné à un aveuglement proportionnel des grands décideurs européens ne laisse plus beaucoup de place à l'optimisme pour les temps à venir.

Le grand traumatisme fondateur qui régit aujourd'hui la politique économique allemande et européenne est la peur de l'inflation et de l'instabilité monétaire. Pourtant, la grande crise d'hyperinflation a eu lieu en Allemagne en 1922-1923, une décennie avant la grande dépression et la montée du nazisme. Dans la conscience collective des décideurs, il semble que l'annulation par l'inflation de toutes les fortunes personnelles d'Allemagne ait un impact bien plus important que la destruction de l'économie et de la société allemande par les politiques d'austérité en 1930-1933.

Quelle explication trouver au fait qu'une erreur si grossière et dramatique soit reproduite 80 ans plus tard exactement à l'identique par l'élite du même pays? La seule différence, de taille, est que cette erreur est aujourd'hui infligée à un autre peuple et non au sien...

On pourra remarquer que le mot « *Schuld* » en allemand signifie aussi bien « *dette* » que « *faute* » ou « *culpabilité* ». Pour les élites conservatrices germanophones, le fait que les pays surendettés aient « *faute* » n'est même plus un rapprochement facile : le concept linguistique est tout simplement équivalent. On peut alors se demander si ce n'est pas un excès d'antique morale religieuse qui pousserait la classe dirigeante allemande à assimiler le « *mal nécessaire* » de l'austérité à une « *punition* ».

La question de la responsabilité de ce drame restera probablement longtemps ouverte, mais il y a maintenant urgence à éviter le pire.

Un article de Reuters du 13 novembre 2012

Plus de 300.000 salariés à prix cassés en France ? (14.11)

Le ministère du Travail a démenti mardi l'existence d'une note confidentielle selon laquelle plus de 300.000 ressortissants de l'Union européenne travailleraient en France "à prix cassés".

Dans un communiqué, le ministère indique que 145.000 salariés ont été détachés légalement en France en 2011 -l'équivalent de 21.000 temps plein - mais que l'administration n'est pas à même d'évaluer les prestations effectuées en dehors de la loi. Le chiffre officiel des salariés européens détachés en France aurait officiellement été de 110.000 en 2010, soit trois fois plus qu'en 2006, mais se situerait réellement entre 220.00 et 330.000, selon Le Parisien de mardi, qui dit s'appuyer sur une "note confidentielle du ministère du Travail".

Aux ressortissants d'Europe de l'Est se seraient ajoutés ces deux dernières années des Espagnols et des Portugais fuyant la crise dans leurs pays, d'après le quotidien.

"Une telle estimation avait été avancée dans les rapports pour 2009 et 2010 à titre purement indicatif", explique le ministère du Travail dans un communiqué. "Sans méconnaître l'existence de sous-déclarations, cette estimation a paru insuffisamment fondée et n'a pas été reprise dans le rapport 2011", ajoute-t-il.

Le ministère précise par ailleurs que le document mentionné par Le Parisien est une analyse des déclarations de détachement des entreprises de services en France, un document diffusé à tous les membres de la commission nationale de lutte contre le travail illégal et ne constituant pas une "note confidentielle".

Il sera s'ailleurs discuté "prochainement" lors de la réunion de cette commission sous la présidence du Premier ministre, indique le ministère.

Depuis un décret de 2007, le recours à des entreprises étrangères prestataires de services installées dans d'autres pays de l'Union européenne est légal en France. Mais celles-ci doivent respecter le droit du travail français, en matière notamment de rémunérations, ce qui est loin d'être le cas selon les syndicats.

Interrogé dans la matinée sur le sujet, Michel Sapin a estimé qu'il s'agissait d'un "phénomène connu."

"C'est un phénomène qui est connu, qui est extrêmement présent, notamment dans le bâtiment (...) et c'est un phénomène qui est illégal", a-t-il dit sur France 2.

Un article lepress.fr du 14 novembre 2012

Renault et les syndicats signent un accord sur la compétitivité en Espagne. (15.11)

Pour améliorer la compétitivité de ses sites espagnols, le groupe a signé hier avec les syndicats un "*pacte social*" qui prévoit flexibilité du travail et ajustements salariaux. En France, les négociations se poursuivront jusqu'en janvier.

La direction de Renault a signé mardi un accord avec les syndicats espagnols UGT, CCOO et CCP portant sur les conditions de travail des salariés du groupe en Espagne (au nombre de 10 000). Ce "*pacte social*", qui prévoit flexibilité du travail et ajustement des salaires, doit permettre d'améliorer la compétitivité des usines sur la période 2014-2016. Les mêmes négociations vont se poursuivre en France jusqu'au début de l'année prochaine.

Augmentation du temps de travail annuel

L'accord porte sur les coûts du travail, la flexibilité, l'emploi et les avantages sociaux, "*des domaines fondamentaux pour améliorer la compétitivité de l'entreprise*", a expliqué Renault dans un communiqué. Il inclut notamment une augmentation de 50% de l'indice des prix chaque année, avec la possibilité d'un paiement lié aux objectifs. Le temps de travail annuel sera lui augmenté d'une journée obligatoire à partir de 2014 et de deux journées "négociables" par an.

Produire sept jours sur sept

L'accord crée également une nouvelle catégorie de contrat d'une durée de 18 mois et avec "*un salaire équivalent à 72,5% de celui d'un agent de production qualifié*". Parmi les mesures de flexibilité adoptées, le groupe "*pourra mettre en place un roulement permettant la production pendant les sept jours de la semaine*": "*il pourra être mis en place dans n'importe quel site de production de Renault en Espagne et les salariés seront libres d'y participer*".

Création de 800 CDI

Enfin, 800 intérimaires seront transformés en contrats à durée indéterminée entre 2014 et 2016, tandis que certains avantages sociaux sont améliorés (création d'un chèque garderie, augmentation de l'aide aux salariés dont les enfants sont handicapés, doublement du congé pour la naissance d'un enfant...).

Cet accord survient alors qu'en France, la direction de Renault et les syndicats ont mené mardi la deuxième séance de négociations sur la compétitivité ; compétitivité qui pâtit d'un coût du travail trop élevé et d'une productivité moindre que celle des autres sites européens du groupe, selon la direction. Cette dernière a assuré que si un accord était signé par les syndicats, elle "*pourrait s'engager à ne pas fermer d'usines en France*". Pour Ali Kaya, délégué syndical CGT à l'usine de Flins, cette proposition, tout comme l'accord signé mardi en Espagne, n'est ni plus ni moins qu'un "*chantage*", du "*banditisme*", visant à "*courber l'échine du travailleur*".

Le prochain round des négociations se tiendra le 29 novembre, avec pour objectif la signature d'un accord d'ici fin janvier.

Commentaire.

Hier, Fernando Toxo, qui dirige les Commissions ouvrières (CCOO), la principale centrale syndicale espagnole a dit : "*Nous vivons un moment historique du mouvement de construction de l'Union européenne*", cet accord scélérat que son syndicat a signé en est la preuve ! AFP 14.11

Un article du nouvelobs.com du 16 novembre 2012

Boisson énergisante : 13 décès suspects aux Etats-Unis. (17.11)

La FDA a ouvert une enquête des effets néfastes de la boisson 5-Hour Energy, après avoir ouvert une première investigation, fin octobre, sur la boisson Monster Energy.

L'Agence américaine des produits alimentaires et des médicaments (FDA) enquête sur 13 décès qui seraient liés à la consommation de la boisson énergisante 5-Hour Energy, vendue par la société Living Essentials, a indiqué jeudi 16 novembre une porte-parole de la FDA Shelly Burgess : "*La Food and Drug Administration poursuit une enquête après avoir été informé de problèmes de santé ou de décès de personnes qui ont consommé des boissons énergisantes de la marque 5-Hour Energy*", a-t-elle expliqué.

"*Nous avons été informés de 92 cas de personnes au total rendues malades après avoir consommé cette boisson, dont 33 ont été hospitalisées et 13 sont décédées*", a-t-elle précisé. Le problème ? "*Ces produits sont vendus comme des boissons énergisantes et considérés comme des compléments alimentaires*", a noté la porte-parole, en mettant en garde contre le fait que ces boissons, riches en excitants comme la caféine, ne peuvent pas se substituer au repos ou au sommeil.

L'agence conseille, avant d'en consommer, de consulter un médecin pour s'assurer que leur consommation n'aggrave pas un problème de santé non-diagnostiqué.

Monster Energy également dans le collimateur

Il s'agit de la deuxième enquête menée par la FDA sur des effets néfastes signalés après la consommation de boissons énergisantes. Le 23 octobre, l'agence avait déjà annoncé enquêter sur cinq décès et une crise cardiaque non-mortelle apparemment liés à la consommation d'une boisson énergisante de la société Monster Beverage.

Monster Beverage fait aussi l'objet d'une plainte en Californie (ouest), lancée par la famille d'Anaïs Fournier, une adolescente décédée d'arythmie cardiaque en décembre 2011 après avoir consommé en 24 heures deux cannettes de Monster Energy, vendues par Monster Beverage.

Jeudi deux sénateurs, les démocrates Dick Durbin (Illinois, nord) et Richard Blumenthal (Connecticut, nord-est) ont demandé à rencontrer la directrice de la FDA, le Dr Margaret Hamburg, "*pour discuter les mesures que l'agence prend pour s'assurer de l'innocuité de ces produits*", selon un communiqué.

Living Essentials a indiqué dans un communiqué prendre très au sérieux ces informations tout en affirmant n'avoir jamais été informé de décès à la suite de la consommation de sa boisson 5-hour Energy. Monster Beverage avait déclaré la même chose en octobre.

Un article de l'AFP du 16 novembre 2012

OGM: Séralini publie une liste de soutien de 193 scientifiques internationaux. (17.11)

L'organisme de recherche sur les OGM dont le professeur Gilles-Eric Séralini est un membre-clé, le Criigen, a publié vendredi dans un communiqué une liste d'environ 190 noms de "*scientifiques internationaux*" de "33 pays" qui "*apportent leur soutien*" à l'étude controversée du chercheur.

Ces personnes ont "*témoigné de leur soutien à l'étude en envoyant une lettre souvent très argumentée, soit au Criigen, soit directement à la revue scientifique qui a publié l'étude*" sur le maïs NK603 et le RoundUp, affirme l'organisme, dont l'eurodéputée Corinne Lepage est présidente d'honneur.

En pièce jointe du communiqué envoyé par mail, le Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (Criigen) publie un document intitulé "*soutien au Pr Séralini: 193 signataires de 33 pays*" suivi d'une liste de noms et de centres de recherche.

Ces "*soutiens*" s'ajoutent, écrit le Criigen dans son communiqué, à celui de 140 scientifiques de France, en faisant allusion au texte publié par le monde.fr intitulé "*Science et conscience*". L'AFP a relevé trois noms en commun.

"*Les signataires du texte*" publié par le monde.fr "*dont j'ai été l'initiateur mais dont plusieurs paragraphes ne sont pas de moi, désavouent une certaine manière de traiter Séralini. Une minorité de signataires pense que l'étude prouve la toxicité du NK603. Mais tous pensent que la non toxicité des OGM n'est pas prouvée et que les méthodes d'autorisation de mise sur le marché doivent être changées*", a nuancé Pierre-Henri Gouyon, professeur au Muséum national d'histoire naturelle à Paris, interrogé par l'AFP.

"*Il y a aussi des gens qui ont participé à la rédaction mais n'ont pas signé par crainte de conséquence pour leur carrière. J'ai moi-même conseillé à des gens qui attendait un poste de ne pas signer*", a ajouté M. Gouyon.

Commentaire.

Dans cette page deux articles sur la manière dont la théorie de l'eugénisme est mise en oeuvre, et dire qu'il y en a qui ont cru et qui croit encore que ceux qui affament le monde voudraient le sauver en produisant des OGM, à ce demander ce qu'ils ont dans la tête, s'ils sont vraiment capables de penser librement, apparemment non. On se demande parfois jusqu'où vont se nicher les idées de la classe dominante...

Les OGM, tout comme les substances chimiques de synthèse devraient être prohibées de l'alimentation humaine et animale, point barre. Ce n'est pas négociable.

Un article de Reuters du 16 novembre 2012

L'ex-général croate Ante Gotovina acquitté en appel à La Haye. (17.11)

L'ancien général croate Ante Gotovina, condamné en première instance à 24 ans de prison pour crimes de guerre, a été acquitté vendredi en appel par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY).

Le TPIY a ordonné en outre la libération immédiate du commandant des forces croates dans la région de Split durant la guerre des Balkans et considéré comme un héros dans son pays.

Le tribunal a aussi relaxé un chef de la police croate, Mladen Markac, condamné dans un premier temps à 18 ans de prison.

Il s'agit de la plus importante annulation prononcée par ce tribunal depuis sa création il y a une vingtaine d'années. Les deux hommes avaient été reconnus l'an dernier coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité pour leur rôle dans la guerre.

La nouvelle a été accueillie avec consternation en Serbie.

"Il est désormais évident que le tribunal a pris une décision politique et non juridique. Le verdict prononcé aujourd'hui ne contribuera pas à la stabilisation de la situation dans la région et rouvrira de vieilles blessures", a déclaré le président serbe dans un communiqué.

Le vice-Premier ministre serbe Rasim Ljajic a estimé que le TPIY avait perdu *"toute crédibilité"* avec cet arrêt.

"Ce qui est arrivé aujourd'hui témoigne d'une justice sélective, qui est pire que toute injustice", a dit Rasim Ljajic, qui est aussi le principal interlocuteur de la Serbie auprès du tribunal des Nations unies.

L'annonce de ces acquittements a été accueillie avec joie dans la capitale croate et le Premier ministre a annoncé l'envoi d'un avion aux deux hommes, ajoutant qu'il serait *"tout simplement juste de les ramener chez eux"*.

Zoran Milanovic a cependant réaffirmé que la Croatie, qui intégrera l'Union européenne l'an prochain, remplirait son obligation de juger les crimes de guerre.

Le parquet accusait les deux hommes d'avoir illégalement visé des institutions civiles dans les villes de Krajina afin de pousser les Serbes à fuir la région, lors de l'Opération tempête en 1995.

La défense soutenait qu'ils ne faisaient pas partie d'une entreprise criminelle concertée visant à chasser définitivement tous les Serbes de la région croate de Krajina, entité serbe autoproclamée durant le conflit.

L'accusation estimait que les bombardements de Knin et de trois autres villes faisaient partie d'un plan ayant pour objectif le départ forcé de tous les Serbes.

Mais le TPIY a considéré que ces institutions n'avaient pas été délibérément ciblées, et qu'elle ne pouvait conclure à des attaques juridiquement condamnables.

Ante Gotovina s'était prononcé de sa prison en faveur du *"oui"* lors du référendum en janvier dernier sur l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, approuvée par une large majorité des électeurs.

Le TPIY a condamné des responsables de toutes les communautés depuis sa création. La majorité d'entre eux étaient toutefois des Serbes, ce qui a conduit de nombreux Serbes à parler d'un *"tribunal de l'Otan."*

Commentaire.

C'est ce qu'il est, de l'armée de l'ONU, du gouvernement mondial...

Un article de lexpress.fr du 17 novembre 2012

Hongrie: quand l'Etat transfère les écoles à l'Eglise. (19.11)

Sous couvert de bonne gestion, le Premier ministre ultraconservateur favorise le transfert des établissements scolaires aux institutions religieuses. Ce qui lui permet de remettre au goût du jour une morale traditionaliste.

Les vacances d'été se sont envolées, les résidences secondaires sont fermées. Avec l'automne, la petite commune d'Alsoörs a retrouvé son calme. Ce village cossu aux toits de tuiles, niché sur la rive nord du lac Balaton, au coeur de la Hongrie, ne compte que 1 850 habitants permanents. Et une seule école. Jusqu'à l'an dernier, elle relevait de l'enseignement public. A la rentrée de septembre, elle a été transférée à l'Eglise réformée qui la gère désormais aux frais de l'Etat. Chants religieux obligatoires, prière commune le lundi matin... Le catéchisme est facultatif mais il est remplacé, pour les enfants qui ne veulent ni de l'enseignement du pasteur ni de celui du curé, par des cours de morale.

"Au printemps dernier, raconte Monika Titscher, 37 ans, présidente de l'association des parents d'élèves, le maire et le proviseur ont convoqué toutes les familles. Ils nous ont expliqué qu'à partir du 1er janvier 2013, avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'éducation, nous ne pourrions pas garder notre école, faute d'un nombre suffisant d'élèves par classe, à moins de l'offrir à une institution religieuse." La nouvelle législation impose, en effet, le regroupement des petites écoles, mais cette contrainte ne concerne pas les établissements scolaires gérés par les Eglises qui conservent leurs subventions quel que soit le nombre d'élèves. A Alsoörs, seules deux familles, sur 96, ont voté contre le transfert proposé par le maire. La mairie a contacté le curé et le pasteur. Le premier, après en avoir référé à sa hiérarchie, a décliné l'offre, le second l'a acceptée. *"Nous n'avions pas le choix, c'était la seule solution pour sauver l'école"*, souligne Monika Titscher, catholique non pratiquante.

Le pasteur, Miklos Rasky, habite une grande bâtisse à quelques mètres de son église, tout en haut du village. Il a une vue splendide sur le lac qui scintille au soleil de l'automne. Lui ne cache pas sa satisfaction: *"Le gouvernement actuel est attaché aux valeurs chrétiennes. Cela nous permet de renouer avec notre rôle traditionnel dans le domaine de l'éducation."* Catholiques pour la plupart, les enseignants sont restés dans l'établissement, mais Miklos Rasky ne cache pas qu'ils seront remplacés, au fur et à mesure des départs, par des membres de son Eglise. En attendant, ils ont dû accepter ce que le proviseur, Karoly Meszaros, appelle pudiquement les *"nouvelles règles du jeu"*. A commencer par ce serment par lequel ils s'engagent à *"servir la gloire de Dieu"* et disent *"connaître les lois de l'Eglise réformée hongroise, qu'ils acceptent et respectent"*. Un enseignant évoque un *"chantage à l'emploi"*. Le proviseur n'est pas loin de partager cet avis. Mais il était impensable, pour cet ancien professeur d'éducation physique, de laisser mourir l'école qui s'enorgueillit d'avoir le meilleur club scolaire de handball du pays.

Alsoörs n'est pas un cas isolé. Depuis deux ans, près de 200 établissements scolaires sont passés sous la houlette des Eglises, catholique ou protestantes. Amorcé au milieu des années 1990 à la suite d'un accord avec le Vatican, obligeant l'Etat à financer intégralement les écoles confessionnelles, le mouvement s'est accéléré en 2011. Quelque 80 établissements ont été cédés cette année-là, le plus souvent par des municipalités endettées trop heureuses de se débarrasser d'un fardeau financier. Cette année, la nouvelle loi sur l'éducation a encore amplifié le phénomène. Le texte prévoit la disparition des petites écoles et la nationalisation de tous les établissements gérés jusqu'ici par les municipalités. Si, à Alsoörs, l'école a été cédée pour ne pas fermer, ailleurs, le maire et ses administrés ont préféré, à tout prendre, la tutelle d'une Eglise à celle de l'Etat... Résultat: une centaine d'établissements sont passés sous administration religieuse à la rentrée de septembre. Dans plusieurs dizaines de cas, l'école confessionnelle est désormais la seule de la commune.

"Un enseignement fondé sur le bourrage de crâne"

Au-delà du cas des écoles transférées à des institutions religieuses, les syndicats d'enseignants et les partis d'opposition (gauche et libéraux) s'insurgent contre l'approche idéologique qui imprègne la nouvelle loi concoctée par Rozsa Hoffmann, secrétaire d'Etat à l'Education nationale et membre du Parti chrétien-démocrate, allié du Fidesz (droite populiste) du Premier ministre Viktor Orban. La loi prévoit d'imposer, à partir de la rentrée de septembre 2013, un programme national et, pour chaque matière, un manuel unique, agréé par le ministère. A l'instar de ce qui se fait déjà dans les écoles confessionnelles, les cours de

catéchisme seront intégrés au cursus, et les élèves qui n'en voudront pas seront tenus de suivre des cours de morale, dont le matériel pédagogique sera lui aussi contrôlé par le ministère. Une oeuvre salubre, si l'on en croit Rozsa Hoffmann.

"Il n'y a pas assez de solidarité dans notre société et trop d'égoïsme. Les valeurs morales sont en berne. Nous voulons les réhabiliter, qu'il s'agisse de la protection de la vie humaine, du travail, du respect des lois, de l'honnêteté ou de l'amour de la patrie. L'école n'a pas seulement pour but l'acquisition des connaissances, elle doit aussi transmettre des valeurs", justifie le ministre. Au passage, en littérature, le programme officiel réhabilite un quatuor d'auteurs ultranationalistes et notoirement antisémites, dont Albert Wass (1908-1998) chantre de la *"magyarité"*, et Jozsef Nyirö (1889-1953), partisan du parti pro-nazi des Croix fléchées. Il y a bien eu quelques protestations, mais la secrétaire d'Etat juge que ce sont de *"très bons écrivains"* et que la *"controverse est exagérée"*. Universitaire, spécialiste des questions d'éducation, Peter Rado estime cependant que ces tentatives d'endoctrinement idéologique sont *"vouées à l'échec"*. Il prédit plutôt, chez les professeurs, une résurgence de cette forme de résistance que fut, dans la Hongrie communiste, le double langage! Vent debout contre la réforme, les syndicats d'enseignants ont le sentiment d'avancer à reculons. *"On renoue avec une approche idéologique et avec un enseignement fondé sur le bourrage de crâne, à contre-courant de ce qui se fait partout en Europe"*, déplore Laszlo Mendrey, le président de l'Union démocratique des enseignants de Hongrie.

La loi sur l'éducation s'inscrit dans le droit fil d'une dérive autoritaire tous azimuts tandis que la nouvelle Constitution, promulguée en janvier 2012, exalte les valeurs chrétiennes et réhabilite la "Sainte Couronne" des rois catholiques, symbole de la *"Grande Hongrie"*. Depuis les élections législatives d'avril 2010, le gouvernement ultraconservateur et ultranationaliste de Viktor Orban dispose au Parlement de la majorité des deux tiers, ce qui lui permet de remodeler à sa guise le pays sans sortir de la légalité. *"Avec une telle majorité, il peut toucher à tout et il ne s'en prive pas!"* souligne le politologue Robert Laszlo. Y compris sur le terrain des valeurs. A Alsoörs, Peter, 11 ans, le fils aîné de Monika Titscher, a ouvert un nouveau cahier pour ses cours de morale. Ceux-ci sont empreints de traditionalisme. On peut y lire qu'une maman se doit d'être *"compréhensive"* et qu'un bon père est *"sévère et travailleur"*... Sur la page qui précède, le petit garçon a recopié un poème d'Albert Wass. Il y est question des montagnes de la Transylvanie. La région faisait partie de la "Grande Hongrie" avant son rattachement à la Roumanie, en juin 1920, par le traité de Trianon.

Verrouillage généralisé

La loi sur les médias (janvier 2011) crée un conseil des médias qui peut infliger des amendes et gère les fréquences. Klubradio, seule radio d'opposition, a été privée d'antenne.

La nouvelle Constitution allonge, entre autres dispositions, de neuf à douze ans le mandat des responsables nommés par le gouvernement.

La loi sur la justice (juillet 2012) permet à une instance nommée par le gouvernement de confier une affaire au tribunal de son choix. L'âge de départ à la retraite des juges est subitement passé de 70 à 62 ans. Une purge qui ne dit pas son nom.

La toute nouvelle loi électorale obligera les électeurs à se réinscrire tous les quatre ans sur les listes. Ce qui ne sera possible que par Internet ou dans les villes d'une certaine taille. Ce qui devrait dissuader, notamment, les Roms...

Un article slate.fr 17 novembre 2012

Volkswagen, symbole de l'efficacité de la rigueur allemande. (19.11)

Dans toute l'Europe, les ventes des constructeurs automobiles sont en berne. Sauf chez Volkswagen, qui depuis le début de la crise, est en train de s'imposer sur le marché européen, explique le quotidien berlinois Die Welt:

«Tandis que les ventes de voitures s'effondrent chez les poids-lourds de la construction comme Fiat, Opel ou PSA Peugeot Citroën, VW profite de la crise pour développer sensiblement ses parts de marché sur le continent. Son arme surprenante: des crédits auto bon marché, qui sont en grande partie une conséquence du fossé économique qui sépare une Allemagne robuste sur le plan financier de ses voisins vacillants en Europe du Sud. Avec des offres de financements agressives, VW a réussi à faire passer ses parts de marché en Europe de l'Ouest de 20% à 25% depuis que la crise a fait irruption il y a trois ans – un signe clair de la façon dont la crise est en train de changer le paysage entrepreneurial sur le continent.»

Alors que ses concurrents proposent des crédits auto avec des taux compris entre 5 et 11% aux particuliers, la stratégie de VW est de proposer des plans de financements très bas voire même parfois à taux zéro, assortis de baisses de prix – de 12% en moyenne pour le marché français ces derniers mois – et d'offres spéciales à côté desquelles celles de ses concurrents ne font pas le poids. En Angleterre, le constructeur allemand proposait par exemple il y a peu aux acheteurs de Polo à crédit une remise de 1.000 pounds (soit près de 1.247 euros) ainsi qu'une assurance auto gratuite.

Une stratégie commerciale agressive qui a conduit selon le chef de Fiat Sergio Marchionne à un «bain de sang», comme le rapportait le FT Deutschland. Il y a dix ans, VW était pourtant l'une des entreprises du secteur automobile les plus en difficulté d'Europe, comme le rappelle Die Welt:

«L'entreprise était autrefois connue pour ses lignes de production inefficaces, qui rendaient les modèles VW plus chers et permettaient aux concurrents italiens et français de tenir le groupe de Wolfsburg à distance du marché intérieur dans son propre pays.»

C'est en mettant en place une ferme politique de réduction des coûts ces dernières années, avec gel des salaires et allongement du temps de travail, que VW est parvenue à remonter la pente. Mais le constructeur profite bien sûr aussi du rayonnement de l'Allemagne sur le marché européen et de sa compétitivité record face à ses voisins. Selon Die Welt, c'est la preuve de l'échec de l'UE:

«Cet écart violent est la preuve que le système financier européen s'oriente toujours par rapport aux frontières – c'est le contraire qui devait en fait être atteint avec l'euro. Pour les pays du Sud de l'Europe, cela rend encore plus difficile la tâche de reprendre appui et de renforcer leur compétitivité face au Nord.»

Un article du monde.fr 15 novembre 2012

L'homme, plus bête qu'hier, moins que demain ? (19.11)

L'humanité marche-t-elle, lentement mais sûrement, vers l'abêtissement ? Cette thèse iconoclaste, défendue par Gerald Crabtree, professeur de biologie du développement à l'université de Stanford (Californie), suscite des réactions contrastées dans le milieu scientifique. Dans un article en deux parties, intitulé "*Notre intellect fragile*", publié le 12 novembre dans la revue Trends in Genetics, le chercheur suggère que les performances de notre cerveau ont atteint leur apogée il y a quelques millénaires et sont désormais sur le déclin.

"Je parie que si un citoyen moyen de l'Athènes de 1000 avant JC apparaissait soudainement parmi nous, il ou elle serait parmi les plus brillants et les plus intelligents, avec une bonne mémoire, un large éventail d'idées et une vision claire sur les questions importantes", écrit le chercheur dans son introduction. *"De plus, je serais tenté de penser qu'il ou elle serait parmi les plus stables émotionnellement de nos amis et collègues."* Il ajoute: *"Je ferais le même pari pour les anciens habitants d'Afrique, d'Asie, d'Inde ou des Amériques d'il y a 2000 à 6000 ans"*, expliquant qu'il fonde son raisonnement sur les dernières données de génétique, anthropologie et neurobiologie qui prédisent que nos capacités intellectuelles et émotionnelles sont "*surprenamment fragiles*".

A l'appui de sa théorie, M. Crabtree met en exergue le nombre important de gènes (de 2000 à 5000) impliqués dans les facultés intellectuelles, et leur fragilité. En tenant compte de la fréquence des mutations délétères dans le génome, il calcule qu'en "*trois mille ans (120 générations), nous avons tous subi au moins deux mutations délétères pour notre stabilité intellectuelle ou émotionnelle*". Mais alors, comment l'homme a-t-il acquis ses capacités cognitives uniques, et quand ce déclin a-t-il commencé ? Pour lui, "*le développement de nos capacités intellectuelles et l'optimisation des milliers de gènes impliqués dans l'intelligence ont probablement eu lieu au sein de divers groupes, avant la sortie d'Afrique de nos ancêtres*". A cette période, poursuit-il, l'intelligence était un facteur critique pour la survie, ce qui a entraîné une intense pression de sélection. La donne a commencé à changer quand la population s'est densifiée, lors de l'invention de l'agriculture. La sélection s'est alors focalisée, selon M. Crabtree, sur la résistance aux maladies engendrées par l'urbanisation, et plus sur l'intelligence. "C'est un article bien fait, et j'adhère complètement à ses conclusions, réagit le docteur Laurent Alexandre, président de DNAVision et contributeur du supplément "*Science & techno*". Je suis même encore plus inquiet, car il ne prend en compte que les gènes, alors que les portions non codantes de l'ADN ont aussi un rôle majeur dans le câblage neuronal et donc les fonctions cognitives." Dans son ouvrage *La Mort de la mort* (JC Lattès, 2011), le médecin consacre un chapitre au cerveau, "*première victime de la dégradation de notre génome*", où il invite à réfléchir au recours à des techniques d'ingénierie génétique pour pallier la future "*détérioration*" de l'espèce.

Pour Lionel Naccache, neurologue et chercheur à l'Institut du cerveau et de la moelle épinière, le déclin cérébral humain reste de l'ordre de l'hypothèse. Il insiste sur le rôle de facteurs non génétiques (culture, éducation...) qui stimulent nos performances et nos capacités intellectuelles. "*Ces facteurs épigénétiques ont un poids non seulement considérable mais pas homogène au cours du temps, probablement beaucoup plus fort aujourd'hui qu'il y a 100 000 ans*", estime-t-il.

Les spécialistes de l'évolution insistent aussi sur le rôle primordial des interactions sociales, négligé par l'Américain. Pour Evelyne Heyer et Frédéric Austerlitz, du laboratoire éco-anthropologie et ethnobiologie (MNHN, CNRS, Paris-VII), cet article, pourtant publié dans une revue de haut niveau, est truffé d'erreurs, et son auteur n'est pas spécialiste en matière d'évolution. Michel Raymond, chercheur CNRS en biologie évolutive à l'Institut des sciences de l'évolution de Montpellier, est sur la même ligne, dénonçant des "*spéculations fantaisistes*". "*Ce n'est pas parce que de nombreux gènes interviennent dans les fonctions cérébrales que le système est fragile. Il existe entre eux de nombreuses redondances et interactions, qui permettent au cerveau de résister aux effets de mutations*", relèvent Evelyne Heyer et Frédéric Austerlitz. En outre, selon eux, il n'y a aucune preuve sérieuse d'une baisse de la pression de sélection sur ces gènes au cours de l'évolution.

Commentaire.

Et pendant ce temps-là, le département américain de la Défense et la CIA travaillent d'arrache-pied à mettre au point des méthodes pour modifier le génome humain, agir sur le comportement psychologique des populations, affaiblir leurs résistances et réduire leur capacité à produire des anti-corps, les empoisonner, les rendre stériles ou débiles, en douceur...

Un article de lexpress.fr 19 novembre 2012

Comment la finance de l'ombre menace l'économie mondiale. (20.11)

Le "shadow banking" a atteint le niveau record de 70.000 milliards de dollars en 2011, selon le FSB. Or les activités de ce secteur, très développé en Europe, sont peu contrôlées. Explications.

Dans son dernier rapport, le Conseil de stabilité financière (FSB) s'alarme du développement de la finance de l'ombre. Celle-ci représenterait 67.000 milliards de dollars, soit 33,5 fois le PIB de la France. Quels sont les acteurs de ce système bancaire parallèle, capable de déstabiliser l'économie mondiale? L'Europe est-elle concernée par le problème? L'Expansion fait le point.

Le "shadow banking", c'est quoi?

Le "shadow banking" recouvre toutes les sortes de placements qui concurrencent les dépôts bancaires. La plupart du temps, ils sont effectués par des fonds de titrisation, des hedge funds, des banques d'affaires ou des fonds monétaires, c'est-à-dire des entités qui ne sont pas soumises à la réglementation bancaire, car elles ne reçoivent pas de dépôts. Les investissements réalisés par ce système bancaire parallèle offrent souvent des rémunérations attractives, mais ils présentent aussi des risques plus élevés pour les investisseurs.

Cela n'empêche pourtant pas leur développement. Même la crise financière ne parvient pas à stopper la tendance. Depuis 2009, les investissements réalisés par les hedge funds et autres entités non bancaires sont repartis de plus belle. Le FSB estime ainsi la taille des activités de la finance de l'ombre à environ 67.000 milliards de dollars en 2011, soit entre 5.000 à 6.000 milliards de plus qu'en 2010.

En théorie, ce développement d'une finance parallèle pose un problème de concurrence pour les banques traditionnelles. Cependant, il faut le souligner, celles-ci sont très impliquées dans le shadow banking. Nombre d'entités de l'ombre bénéficient d'un soutien implicite des banques. Celui-ci peut prendre plusieurs formes: utilisation d'une marque, d'un réseau de distribution, apport de liquidités... De fait, une partie importante du shadow banking est liée aux banques. Et c'est bien ce qui pose problème pour le régulateur.

Le shadow banking, c'est bien ou pas?

"Shadow banking" et finance de l'ombre ont souvent une connotation négative. Ces activités permettent pourtant de financer l'économie. On a longtemps dit, par exemple, que la titrisation avait permis d'apporter énormément de liquidités sur les marchés. Cependant, il y a eu des excès. Pendant des années, les banques et les hedge funds se sont amusés à découper les crédits immobiliers en tranches et à les incorporer à d'autres produits financiers complexes, dotés d'une rentabilité supposée imbattable. Ces produits "titrisés" ont été vendus un peu partout et se sont largement diffusés sur la planète finance, mais quand leurs détenteurs se sont aperçus qu'ils étaient pourris, cela a entraîné un mouvement de panique. Tout le monde a voulu vendre, mais il n'y avait pas d'acheteur. Résultat, une perte de confiance, un assèchement brutal de la liquidité et le gel du marché interbancaire, poussé au paroxysme dans les semaines qui suivent la chute de Lehman Brothers. Cette expérience montre qu'il faut encadrer la finance de l'ombre. Aujourd'hui, l'un des enjeux est d'être sûr que dans le bilan des banques, tous les engagements sont comptabilisés. Il y a déjà du chemin de fait : le G20 a décidé d'obliger les entités qui "titrisent" à garder 5% de cette activité dans leur bilan. Mais il reste encore à faire appliquer cette mesure. Et puis d'autres mesures de contrôle seront sans doute nécessaires pour limiter, par exemple, la concentration du portefeuille d'actifs illiquides.

Le "shadow banking" est-il surtout un problème américain ?

Absolument pas. Certes, les Etats-Unis disposent toujours du système bancaire parallèle le plus important au monde, avec 23.000 milliards d'actifs en 2011 et ils sont à l'origine de la crise financière que nous traversons. Cependant, la finance de l'ombre pèse 22.000 milliards de dollars dans la zone euro et 9000 milliards de dollars rien que pour le Royaume-Uni. De fait, sur le Vieux continent, les actifs qui échappent aux régulateurs atteignent un montant supérieur à 30.000 milliards de dollars. A elle seule, l'Europe est donc à l'origine de presque la moitié (46%) du "shadow banking" mondial.

Pis: ses parts de marchés en la matière ont même tendance à augmenter, alors que celle des Etats-Unis diminuent. En 2005, la zone euro et le Royaume-Uni représentait 40% de la finance de l'ombre. Aujourd'hui, leur part est de 46%. A l'opposé, les Etats-Unis sont passés de 44% à 35% sur la même période.

Le Royaume-Uni et la Suisse sont responsables en grande partie de cette montée en puissance. Ce sont les pays industrialisés où la finance de l'ombre progresse le plus depuis la crise. Selon les travaux du FSB, elle a augmenté de 10% au Royaume-Uni sur la période 2007-2011, et de 6% en Suisse, alors qu'en France et aux Etats-Unis, l'activité déclinait sur la même période.

Aujourd'hui, la part du "*shadow banking*" représente 370% du PIB outre Manche. Seuls Hong-Kong (520%) et les Pays-Bas (490%) font pire. On comprend mieux pourquoi le Royaume-Uni ne veut pas que le reste de l'Europe lui dicte ses règles en matière bancaire.

Commentaire.

Cet article fait l'impasse sur les produits dérivés qui représentent dix fois la somme du "*shadow banking*" dans le monde, soit au bas mot 700.000 milliards de dollars, comparativement au PIB mondial qui est d'environ 60.000 milliards de dollars.

Un article de l'AFP du 20 novembre 2012

Délit d'initiés record aux Etats-Unis chez une filiale du fonds SAC Capital. (21.11)

Les Etats-Unis ont porté plainte contre une filiale du fonds spéculatif SAC Capital, accusant l'un de ses conseillers d'être à l'origine du plus gros délit d'initiés jamais connu aux Etats-Unis et d'avoir généré 276 millions de dollars de bénéfices illicites.

"Les accusations révélées ce jour décrivent des tricheries du début à la fin" autour des actions de deux laboratoires pharmaceutiques, Elan et Wyeth, "d'une ampleur sans précédent dans l'histoire", affirme le procureur fédéral de Manhattan, Preet Bharara, dans un communiqué.

Le fonds CR Intrinsic Investors, filiale du fonds spéculatif SAC Capital Advisors, un conseiller financier de ce fonds, Mathew Martoma, 38 ans, un autre conseiller non identifié ainsi qu'un professeur de neurologie, Sidney Gilman, 80 ans, sont tous poursuivis par la Commission des opérations de Bourse (SEC) et par le gouvernement américain.

Selon la plainte, des opérations boursières réalisées en bénéficiant d'informations confidentielles *"négatives sur des essais cliniques d'un traitement contre la maladie d'Alzheimer"*, avant leur diffusion officielle le 29 juillet 2008, ont permis de générer des bénéfices illicites et d'éviter des pertes boursières qui totalisent 276 millions de dollars.

Ce médicament contre la maladie d'Alzheimer, trouble neurologique très répandu, était conçu conjointement par les laboratoires Elan et Wyeth (groupe Pfizer) et présentait un potentiel financier énorme.

Selon le Wall Street Journal, qui cite des sources proches du dossier, c'est le fondateur même du fonds SAC Capital, Steven Cohen, une star de Wall Street et un averse collectionneur d'art contemporain, qui est le conseiller financier non identifié visé par ces poursuites

Les montants concernés placent ce délit nettement au-dessus de l'affaire Galleon, qui était jusque là la plus grosse affaire de délit d'initiés jamais découverte aux Etats-Unis.

Le fondateur du fonds Galleon, Raj Rajaratnam, 54 ans, a été condamné l'an dernier à une peine record de 11 ans de prison pour avoir mis en place un réseau d'informateurs qui avait rapporté 72 millions de dollars de profits illicites en Bourse.

Le bureau du procureur de New York a indiqué mardi que ses services avaient passé un accord avec le professeur Gilman qui a fait des aveux complets, va restituer 186.781 dollars de gains correspondant aux *"gains perçus lors de consultations"* liées au médicament contre la maladie d'Alzheimer, le bapineuzumab, dont il supervisait les essais cliniques. Il ne sera pas poursuivi.

M. Martoma et M. Gilman s'étaient rencontrés lors de réunions entre 2006 et 2008 qui avaient été organisées par une firme d'analystes.

Ces sociétés, qui organisent des rencontres monnayées entre des investisseurs et des experts, sont au centre d'une série de procès et d'arrestations aux Etats-Unis depuis deux ans.

Elles sont soupçonnées d'être devenues de vraies machines à délit d'initiés et la plainte des autorités américaines affirme que c'est au cours de telles réunions que M. Gilman a communiqué à M. Martoma des informations confidentielles.

Ces informations ont permis à M. Martoma et à l'investisseur non identifié de vendre 700 millions de dollars de positions sur Wyeth et Elan avant que les mauvaises nouvelles sur les essais cliniques ne fassent chuter les actions des deux groupes.

Les fraudeurs ont en plus vendu à découvert des titres sur ces laboratoires, c'est-à-dire qu'ils ont parié sur la baisse du titre, ce qui leur a permis non seulement d'éviter des pertes mais de faire des bénéfices. Au total, ils ont vendu pour près d'un milliard de dollars de titres d'Elan et Wyeth en une semaine.

M. Martoma a reçu un bonus de 9,3 millions de dollars fin 2008 grâce aux profits générés sur ces opérations.

Commentaire.

Quand on dit que leur cynisme est sans fond, est-ce qu'on exagère ou sommes-nous encore en dessous de la réalité ? Comme Goldman Sachs ou JP Morgan ils vont régler une amende dérisoire et on n'en parlera plus, à moins qu'ils aient moins de bol et soient condamnés pour l'exemple, comme Madoff.

Un article de l'AFP du 20 novembre 2012

Des rémunérations annuelles en dizaines de milliards de dollars. (21.11)

(Titre de l'AFP : *Tim Cook, patron d'Apple, patron le mieux payé des Etats-Unis*)

Tim Cook, le patron d'Apple, reste en tête des patrons les mieux payés des Etats-Unis aux côtés de Larry Ellison, fondateur et président d'Oracle, d'après un classement publié mardi par la chaîne financière CNBC.

La rémunération de Tim Cook, 52 ans, s'élève à 95 millions de dollars en moyenne sur les cinq dernières années grâce à un bonus d'un million d'options d'achats de titres du groupe perçu en 2011 et qui valait alors quelque 300 millions de dollars.

Le classement de CNBC place en deuxième position le patron et fondateur du groupe de logiciels Oracle Larry Ellison, 68 ans, comme celui publié en mai par le Wall Street Journal. Il a touché une rémunération moyenne de 70 millions de dollars par an sur les cinq dernières années.

En troisième place, Ron Johnson, directeur général de la chaîne de grands magasins JC Penney, a détrôné celui de CBS Leslie Mooves par rapport au classement du Wall Street Journal, rappelant que les patrons les mieux payés ne sont pas toujours les plus performants puisque l'action JC Penney a fondu de plus de 52% depuis le début de l'année.

Parmi les patrons très bien payés malgré des entreprises en déroute, on note aussi Aubrey McClendon, fondateur du groupe gazier Chesapeake, qui a touché 39 millions de dollars en moyenne sur les cinq dernières années alors que l'action de son groupe a plongé de 24% cette année, ou Michael Jeffries, dirigeant du groupe de textile prisé des adolescents Abercrombie & Fitch, qui a touché 29 millions de dollars par an en moyenne depuis 2007 alors que l'action du groupe a chuté de 14% depuis début 2012.

Les médias sont sur-représentés dans le club des dirigeants les mieux payés, avec en tête le magnat américano-australien Rupert Murdoch, qui a gagné 28 millions de dollars par an en moyenne.

Le créateur de mode Ralph Lauren a pour sa part touché 27 millions de dollars par an ces dernières années.

CNBC rappelle que l'ex-patron de Citigroup, Vikram Pandit, qui figurait en bonne place dans le classement de Wall Street Journal, a vu le projet de rémunération pour l'année 2011 retoqué par les actionnaires de la banque lors de l'assemblée générale en avril. Il a démissionné en octobre.

Un article de l'AFP du 20 novembre 2012

Commerce: les Etats-Unis 1re destination des exportations chinoises, devant l'UE. (21.11)

La Chine a annoncé mardi que les Etats-Unis avaient dépassé l'Union européenne comme première destination de ses exportations, en raison de la récession dans la zone euro, tandis que les investissements européens dans le pays ont aussi reculé.

"L'Union européenne était en tête, maintenant ce sont les Etats-Unis", a déclaré le porte-parole du ministère du Commerce, Shen Danyang, lors d'une conférence de presse mensuelle. Il a ajouté que les pays d'Asie du Sud-Est (l'Asean) étaient passés devant le Japon, relégué à la quatrième place.

Le porte-parole n'a pas fourni de chiffres mais, selon les douanes chinoises, les exportations de la Chine vers les Etats-Unis se sont élevées à 289,3 milliards de dollars entre janvier et octobre, tandis que celles à destination de l'Union européenne n'ont atteint que 276,8 milliards de dollars sur la même période.

Le volume total des échanges entre la Chine et l'UE reste lui plus élevé que celui avec les Etats-Unis, Pékin important davantage de produits européens que de produits américains.

Mais ces échanges ont reculé de 3% au cours des dix premiers mois de l'année, tandis qu'ils ont progressé de 9,1% avec les Etats-Unis.

"La situation économique internationale cette année est grave et compliquée. Il y a beaucoup d'incertitudes, la plus grave étant la faiblesse de la demande étrangère", a ajouté M. Shen.

La croissance du commerce extérieur chinois, l'un des principaux moteurs de la deuxième économie mondiale, s'est considérablement ralentie. Celle des exportations est passée de 20,3% en 2011 à 7,8% pour les dix premiers mois de cette année.

"Arriver à atteindre notre objectif d'une croissance d'environ 10% du commerce extérieur cette année sera certainement très difficile", a reconnu le porte-parole, alors que le volume des échanges commerciaux de la Chine n'a progressé que de 6,3% entre janvier et octobre.

"La zone euro est tombée dans une deuxième récession", a ajouté M. Shen, après avoir constaté que la croissance y avait été négative cet été pour le deuxième trimestre d'affilée.

Les difficultés de l'Europe se reflètent également au niveau des investissements.

Alors que la Chine a investi, hors secteur financier, 25,4% de plus à l'étranger au cours des dix premiers mois de l'année qu'au cours de la même période de l'an dernier, ses investissements en Europe ont chuté durant la même période de 20,9%.

Dans le sens inverse, les Européens ont également investi 5% de moins en Chine durant les dix premiers mois de l'année, qu'entre janvier et octobre de l'an passé.

Si les investissements en provenance des Etats-Unis ont à l'inverse progressé de 5,3% sur la période, leur volume reste toutefois nettement inférieur, à 2,7 milliards de dollars, contre 5,24 milliards de USD pour ceux venant de l'UE.

Enfin, le porte-parole chinois n'a pas fourni d'explications sur le recul de la place du Japon dans les échanges extérieurs chinois, dans un contexte de tensions diplomatiques autour de la souveraineté sur des îlots en mer de Chine orientale qui pèsent lourdement sur les liens économiques entre les deux géants asiatiques.

Sur les dix premiers mois de 2012, les échanges avec le Japon ont diminué de 2,1% tandis que ceux avec les dix pays de l'Asean ont augmenté de 9,4%.

Un article du parsien.fr du 21 novembre 2012

Aide à la Grèce : l'Europe divisée après l'échec des négociations. (22.11)

Dans la nuit de mardi à mercredi, après onze heures de négociations, la zone euro a échoué à trouver un accord sur les moyens à mettre en œuvre pour réduire la dette grecque à un niveau soutenable de 120% du produit intérieur brut (PIB).

Quelques heures plus tard, l'Europe reste divisée sur la vision de cet échec.

Athènes : entre colère et déception. Le Premier ministre grec Antonis Samaras a haussé le ton après l'échec des ministres des Finances de la zone euro et du FMI à s'entendre à Bruxelles sur les modalités de la reprise du soutien financier à la Grèce, gelé depuis juin. *«Les éventuelles difficultés techniques ne sont pas une excuse»* pour retarder un accord, s'est-il emporté, soulignant que la Grèce a, de son côté, *«fait ce qu'elle devait et à quoi elle s'était engagée»*. *«Nos partenaires et le FMI ont le devoir de faire ce qu'ils ont promis, ce n'est pas seulement l'avenir de notre pays mais la stabilité de toute la zone euro qui dépend du succès de la conclusion de cet effort ces prochains jours»*, a-t-il prévenu.

Moscovici : l'Europe *«à un cheveu»* de l'accord. Interrogé par Europe 1 mercredi, le ministre de l'Economie a assuré être *«très confiant dans le fait que nous parviendrons à cela lundi»*. *«La Grèce serait menacée si nous n'y parvenions pas mais encore une fois nous avons constaté que, un, la Grèce avait fait des efforts considérables, deux, nous avons mis en place des mécanismes de contrôle des engagements de la Grèce»*, a-t-il ajouté. Parmi les efforts à fournir encore, il conviendra de réfléchir à *«comment faire en sorte d'abaisser les taux d'intérêt sur les prêts que les bailleurs internationaux ont consenti à la Grèce ou comment faire en sorte de réduire les profits que les banques centrales tirent des titres grecs»*.

Le FMI pas encore satisfait. A l'issue des négociations, Christine Lagarde, directrice du Fonds monétaire international (FMI), a constaté que *«des progrès ont été faits, mais il en faut encore un peu plus»*. Moins optimiste, un responsable du FMI a quand à lui assuré qu' *«on n'est vraiment pas près d'un accord»*.

Hollande demande un compromis. Au cours d'une conférence de presse conjointe avec le président de la République italienne Giorgio Napolitano, le chef de l'Etat a accusé implicitement Berlin de bloquer les négociations. Pour François Hollande, dont le *«devoir»* est *«de chercher et trouver»* un accord, ce dernier ne sera signé que *«si la France et l'Allemagne parviennent à un accord»*. *«Chacun a ses questions de politique intérieure, je les respecte, mais il y a un intérêt supérieur»*, c'est l'Europe, a-t-il conclu.

Merkel pense que l'accord sera signé lundi. Devant le Parlement allemand, la chancelière s'est montrée rassurante : *«Il y a des chances, on ne sait pas, mais il y a des chances qu'une solution soit trouvée lundi»* sur la Grèce, a-t-elle déclaré, soulignant : *«C'est un processus, et ce qui n'a pas été résolu pendant des années et des décennies ne peut pas être résolu en une nuit, et c'est pourquoi nous devons progresser pas à pas»*. Selon son porte-parole, la rencontre de la veille a été *«très féconde»*, même s'il reste *«des détails techniques»* mais *«importants»* à régler. La zizanie européenne divise le pays lui-même. Dès mercredi matin, le principal rival d'Angela Merkel aux législatives de 2013, le social-démocrate Peer Steinbrück, a reproché à la chancelière ne de pas dire la vérité sur la Grèce, martelant son opposition à tout nouvel effacement partiel de la dette grecque qui coûterait cher aux pays créanciers, Allemagne en tête.

Lundi prochain, la zone euro, la Banque centrale européenne et le FMI, réunis depuis 2010 au sein d'une *«troïka»* de prêteurs, devraient annoncer leur décision sur la reprise des prêts. Ou encore la repousser.

Un article de l'AFP du 21 novembre 2012

Le libanais Georges Ibrahim Abdallah obtient sa libération, mais le parquet fait appel. (22.11)

Le Libanais Georges Ibrahim Abdallah, incarcéré depuis 28 ans en France pour complicité d'assassinat de deux diplomates, a obtenu sa libération conditionnelle mais reste en prison car le parquet, qui craint de le voir reprendre son combat, a fait appel. Le tribunal d'application des peines (TAP) de Paris, seul à statuer sur la détention dans les dossiers de terrorisme, a jugé mercredi que le détenu de 61 ans présentait toutes les garanties permettant de le remettre en liberté.

Ce n'est pas l'avis du parquet qui, comme il l'avait fait lors de l'audience à huis-clos du 23 octobre, s'est opposé à la libération conditionnelle de l'ancien chef des FARL (Fractions armées révolutionnaires libanaises) en interjetant aussitôt appel de la décision.

Ce sera donc à la juridiction d'appel de trancher lors d'une audience qui n'interviendra pas avant plusieurs semaines. En attendant Georges Ibrahim Abdallah reste en prison à Lannemezan (Hautes-Pyrénées).

Ce scénario s'était déjà produit en 2003, lorsque la juridiction régionale de Pau, compétente à l'époque, avait accordé au détenu libanais une libération conditionnelle annulée en appel en janvier 2004.

Libérable depuis 1999, Georges Ibrahim Abdallah a fait valoir aux juges parisiens qu'il souhaitait retourner au Liban et reprendre son métier d'enseignant, a expliqué à l'AFP son avocat Jacques Vergès.

Le TAP a d'ailleurs assorti son autorisation de remise en liberté de l'expulsion du territoire français de ce condamné encombrant, en donnant au ministère de l'Intérieur jusqu'au 14 janvier 2013 pour prendre un arrêté en ce sens.

"Les psychiatres assurent qu'il ne présente pas de danger de réitération, que c'est un détenu modèle, qui ne fait pas de prosélytisme", a souligné Me Vergès.

Le parquet de Paris fait une analyse différente, expliquant que *"le projet incertain que présente M. Abdallah ne permet de garantir tout risque de récidive"* et de reprise d'un combat révolutionnaire au Liban. Par ailleurs, il n'a jamais commencé à indemniser les parties civiles et continue de revendiquer ses actes, ajoute-t-on de même source.

Le comité de soutien à Georges Ibrahim Abdallah célèbre d'ailleurs mercredi *"le militant révolutionnaire"* qui a gardé *"intactes ses convictions politiques et son engagement solidaire aux côtés des peuples en lutte, et tout particulièrement aux côtés du peuple palestinien"*.

Engagé auprès du mouvement palestinien radical FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), Georges Ibrahim Abdallah avait été arrêté le 24 octobre 1984 et condamné à perpétuité en 1987 pour complicité dans les assassinats en 1982 à Paris de deux diplomates, l'Américain Charles Robert Ray et l'Israélien Yacov Barsimantov.

Jacques Vergès n'hésite pas à s'interroger sur le rôle des Etats-Unis, partie civile dans ce dossier, dans le maintien en détention d'Abdallah, suggérant que ce pays fait pression sur la France.

"La question est de savoir si la décision du parquet de faire appel est une décision politique. Le parquet a-t-il agi sur ordre d'un gouvernement de gauche?", questionne l'avocat.

En visite officielle en France en février, le Premier ministre libanais Najib Mikati avait demandé aux autorités la libération de ce compatriote qualifié de *"prisonnier politique"*, y voyant *"une question humanitaire"*.

Un mois plus tôt, l'ancien patron de la DST (contre-espionnage intérieur) Yves Bonnet avait jugé dans la presse que Georges Ibrahim Abdallah *"plus mal traité qu'un serial killer"* méritait d'être remis en liberté jugeant *"le refus de Paris"* motivé par ses relations avec *"ses alliés"*.

A Beyrouth, le comité de soutien au prisonnier libanais a salué sa libération conditionnelle, dénonçant toutefois l'appel interjeté par le parquet, dans un communiqué.

Par la voix de leur ambassadeur à Paris, les Etats-Unis ont regretté la décision de la justice française. "*Chef d'un groupe terroriste libanais*", Abdallah "*n'a jamais exprimé le moindre remords concernant l'assassinat du diplomate américain Charles Ray en 1982 à Paris, et la tentative d'assassinat du consul général des Etats-Unis à Strasbourg, Robert Homme, en 1984*", a notamment déclaré l'ambassadeur Charles Rivkin.

Commentaire.

Aux Etats-Unis mais aussi en France et ce n'est pas une première, quand vous avez purgé votre peine, vous pouvez rester en prison suite à une décision arbitraire de leur justice. Ils appellent cela la démocratie.

Un article du Réseau Voltaire du 19 novembre 2012

Un lobbyiste de Shell à la tête de la Coalition nationale syrienne. (22.11)

Les multiples visages de cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib par Thierry Meyssan.

Totalement inconnu du public international, il y a une semaine encore, cheikh Moaz al-Khatib a été propulsé président de la Coalition nationale syrienne, représentant l'opposition pro-occidentale au gouvernement de Damas. Décrit par une intense campagne de relations publiques comme une haute personnalité morale sans attaches partisans ou économiques, il est en réalité membre des Frères musulmans et cadre de la compagnie pétrolière Shell.

L'émiettement de l'opposition syrienne armée reflète les conflits entre les États qui tentent de « changer le régime » de Damas.

On retiendra surtout le Conseil national (CNS), dit aussi Conseil d'Istanbul parce qu'il fut constitué là-bas. Il est tenu d'une main de fer par la DGSE française et financé par le Qatar. Ses membres, qui ont obtenu le droit de séjour en France et diverses facilités, sont en permanence sous la pression des services secrets qui leur dictent leur moindre prise de parole.

Les Comités locaux de coordination (CLC) représentent sur place les civils soutenant la lutte armée. Enfin l'Armée syrienne libre (ASL), principalement encadrée par la Turquie, regroupe la plupart des combattants, y compris les brigades d'Al-Qaida. 80 % de ses unités reconnaissent comme chef spirituel le cheikh takfiriste Adnan Al-Arouf, basé en Arabie saoudite.

Cherchant à reprendre le leadership et à remettre de l'ordre dans cette cacophonie, Washington a enjoint la Ligue arabe de convoquer une réunion à Doha, a coulé le CNS, et a contraint le plus grand nombre de groupuscules possibles à intégrer une structure unique : la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la Révolution. En coulisses, l'ambassadeur Robert S. Ford a lui-même distribué les places et les prébendes. En définitive, il a imposé comme président de la Coalition une personnalité qui n'avait jamais été citée jusqu'ici par la presse : le cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib.

Robert S. Ford est considéré comme le principal spécialiste du Moyen-Orient au département d'État. Il fut l'assistant de John Negroponte, de 2004 à 2006, lorsque le maître espion appliqua en Irak la méthode qu'il avait élaborée au Honduras : l'usage intensif d'escadrons de la mort et de Contras. Peu avant le début des événements en Syrie, il fut nommé par le président Obama ambassadeur à Damas et prit ses fonctions malgré l'opposition du Sénat. Il appliqua immédiatement la méthode Negroponte à la Syrie avec les résultats que l'on connaît.

Si la création de la Coalition nationale acte la reprise en main de l'opposition armée par Washington, elle ne règle pas la question de la représentativité. Rapidement, diverses composantes de l'ASL s'en sont désolidarisées. Surtout, la Coalition exclut l'opposition hostile à la lutte armée, notamment la Coordination nationale pour le changement démocratique d'Haytham al-Manna.

Le choix du cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib répond à une nécessité apparente : pour être reconnu par les combattants, il fallait que le président de la Coalition fut un religieux, mais pour être admis par les Occidentaux, il devait paraître modéré. Surtout, en cette période d'intenses négociations, il fallait que ce président puisse s'appuyer sur de solides compétences pour discuter de l'avenir du gaz syrien, mais de cela il ne faut pas parler en public.

Les spin doctors US ont rapidement relooké le cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib en costume sans cravate. Certains médias en font déjà un leader « modèle ». Ainsi, un grand quotidien US le présente comme « un produit unique de sa culture, comme Aung San Suu Kyi en Birmanie » [1].

Voici le portrait qu'en dresse l'Agence France Presse (AFP) :

« *Cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib, l'homme du consensus*

Né en 1960, cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib, est un religieux modéré qui a été un temps imam de la mosquée des Omeyyades de Damas et n'appartient à aucun parti politique.

C'est cette indépendance, et sa proximité avec Riad Seif à l'origine de l'initiative d'une coalition élargie, qui a fait de lui un candidat de consensus pour la direction de l'opposition.

Issu de l'islam soufi, ce dignitaire religieux qui a étudié les relations internationales et la diplomatie n'est lié ni aux Frères musulmans, ni à aucune force d'opposition islamiste.

Arrêté à plusieurs reprises en 2012 pour avoir publiquement appelé à la chute du régime de Damas, il a été interdit de parole dans les mosquées syriennes par ordre des autorités et a trouvé refuge au Qatar.

Originaire de Damas même, il a joué un rôle décisif dans la mobilisation de la banlieue de la capitale, notamment Douma, très active dès le début de la mobilisation pacifique en mars 2011.

"Cheikh al-Khatib est une figure de consensus qui bénéficie d'un véritable soutien populaire sur le terrain", souligne Khaled al-Zeini, membre du Conseil national syrien (CNS). » [2].

La vérité est toute autre.

En réalité, il n'y a aucune trace que cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib ait jamais étudié les relations internationales et la diplomatie, mais il a une formation d'ingénieur en géophysique et a travaillé six ans pour la al-Furat Petroleum Company (1985-91). Cette société est une joint-venture entre la compagnie nationale et des compagnies étrangères, dont l'anglo-hollandaise Shell avec laquelle il a maintenu des liens.

En 1992, il hérite de son père cheikh Mohammed Abu al-Faraj al-Khatib la prestigieuse charge de prêcheur de la Mosquée des Omeyyades. Il est rapidement relevé de ses fonctions et interdit de prêcher dans toute la Syrie. Cependant, cet épisode ne se situe pas en 2012 et n'a rien à voir avec l'actuelle contestation, mais il y a vingt ans, sous Hafez el-Assad. La Syrie soutenait alors l'intervention internationale pour libérer le Koweït, tout à la fois par respect du droit international, pour en finir avec le rival irakien, et pour se rapprocher de l'Occident. Le cheikh, quant à lui, était opposé à « *Tempête du désert* » pour des motifs religieux qui étaient ceux énoncés par Oussama Ben Laden —dont il se réclamait alors—, notamment le refus de la présence occidentale sur la terre d'Arabie considérée comme un sacrilège. Cela l'avait conduit à proférer des harangues antisémites et anti-occidentales.

Par la suite, le cheikh poursuit une activité d'enseignement religieux, notamment à l'Institut néerlandais de Damas. Il entreprend de nombreux voyages à l'étranger, principalement aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Finalement, il se fixe au Qatar.

En 2003-04, il revient en Syrie comme lobbyiste du groupe Shell lors de l'attribution des concessions pétrolières et gazières.

Il revient à nouveau en Syrie début 2012 où il enflamme le quartier de Douma (banlieue de Damas). Arrêté, puis amnistié, il quitte le pays en juillet et s'installe au Caire.

Sa famille est bien de tradition soufie, mais contrairement aux imputations de l'AFP, il est membre de la confrérie des Frères musulmans et l'a d'ailleurs montré à la fin de son discours d'investiture à Doha. Selon la technique habituelle de la Confrérie, il adapte non seulement la forme, mais aussi le fond de ses discours à ses auditoires. Parfois favorable à une société multi-religieuse, parfois au rétablissement de la charia. Dans ses écrits, il qualifie les personnes de religion juive d'« *ennemis de Dieu* » et les musulmans chiites d'« *hérétiques réjectionnistes* », autant d'épithètes qui valent condamnation à mort.

En définitive, l'ambassadeur Robert S. Ford a bien joué. Une fois de plus Washington roule ses alliés dans la farine. Comme en Libye, la France aura pris tout les risques, mais dans le grand compromis qui s'annonce, Total ne bénéficiera d'aucune concession avantageuse.

Notes.

[1] “*A model leader for Syria ?*”, éditorial du Christian Science Monitor, 14 novembre 2012.

[2] « *Un religieux, un ex-député et une femme à la tête de l'opposition syrienne* », AFP, 12 novembre 2012.

Un article de l'AFP du 21 novembre 2012

Réductions d'effectifs: les grands groupes misent sur le volontariat. (22.11)

Air France, Sanofi, Carrefour, Bouygues Télécom ou dernièrement Veolia: de plus en plus d'entreprises ont recours aux plans de départs volontaires pour réduire leurs effectifs, une procédure moins brutale que les licenciements, mais à manier avec précaution, selon les juristes.

Le processus est "*beaucoup moins traumatisant pour les salariés que de partir dans le cadre d'un licenciement*", explique à l'AFP Me Déborah David, du cabinet Jeant et Associés, qui y voit également un avantage pour les entreprises en termes d'image.

Pour la juriste, la montée en puissance de ces plans est également liée au fait que les plans de sauvegarde de l'emploi (plans sociaux) deviennent "*très difficiles à mettre en oeuvre*", leur motif économique étant souvent contesté.

Le plan de départs volontaires (PDV) est "*plus souple*" et ne s'accompagne pas nécessairement d'obligations de reclassement lorsqu'il n'implique aucun licenciement.

Dans le cadre d'un PDV, l'entreprise ouvre un guichet pour les salariés prêts à rompre leur contrat à l'amiable.

Les modalités d'un tel plan ne sont pas inscrites dans le code du travail, mais sont "*une construction de la jurisprudence*", selon Me Sylvain Niel, du cabinet Fidal.

Il existe deux types de PDV: les plans "*autonomes*" ne prévoyant pas de licenciements, quel que soit le nombre des volontaires, et ceux inscrits dans le cadre d'un plan social, couvrant tout ou partie des suppressions de postes.

Dans le second cas, le PDV peut se conclure par des licenciements si les objectifs ne sont pas atteints.

Selon le ministère du Travail, "*entre 11 et 15%*" des plans sociaux "*sont exclusivement des plans de départ volontaires*" et beaucoup d'autres contiennent une part de volontariat.

Risque d'effets pervers La grande différence entre volontariat et licenciement réside dans le fait que les partants ne sont pas désignés selon des "*critères d'ordre*" (âge, situation familiale, ancienneté, etc.), "*ce qu'il y a de plus violent*", selon Me Niel.

Les PDV sont souvent assortis de "*mesures financières extrêmement généreuses*" et "*beaucoup plus faciles à négocier*" avec les représentants du personnel. Le caractère amiable du départ rend aussi les contestations plus difficiles, selon le juriste.

Judith Krivine, avocate au cabinet Dellien ("*côté salariés*"), identifie une troisième forme de PDV, dans laquelle les entreprises proposent au salarié un "*choix*" entre une mobilité ou un départ.

Dans ce cas, l'entreprise fait "*semblant de faire du volontariat parce que c'est plus joli*" et omet de dire qu'en réalité elle supprime des postes.

L'employeur tente d'échapper au PSE et en particulier au plan de reclassement et cela peut entraîner "*des réaffectations forcées*" aux conséquences "*catastrophiques*" pour les salariés, dit-elle.

Un PDV mal ficelé peut aussi aboutir au départ de salariés non souhaités ou à un trop-plein de candidats.

Estelle Sauvat, du cabinet Sodie, souligne que "*trop inciter conduit certains salariés à regretter de ne pas être dedans*" et relève que certains plans entraînent le départ de "*toute la compétence*".

Pour Me David, le PDV est "*à double-tranchant*" sur le plan de l'image si le nombre des candidatures excède celui des postes proposés.

A la Société générale, un plan portant sur 880 postes a suscité l'intérêt de quelque 2.000 personnes.

Depuis la fin de ce PDV, un élu CGT dit avoir "*observé une augmentation des démissions*" et relève que "*la direction a perdu pas mal de crédibilité*".

Chez Bouygues Télécom (plan jusqu'au 31 janvier visant 556 postes), il y a aussi déjà un excès de dossiers pour certaines catégories de personnel.

Les juristes soulignent par ailleurs la nécessité de bien préparer le plan pour veiller à ce que ceux qui restent conservent des conditions de travail décentes.

Un article du Monde.fr du 20 novembre 2012

La fondation Bertelsmann présente "sa" notation de la France. (22.11)

Hasard du calendrier, douze heures après l'annonce de la dégradation de la France par l'agence Moody's, la fondation Bertelsmann présentait, à Berlin, mardi 20 novembre, "sa" notation de la France. Cette fondation privée, considérée comme la plus influente du pays, avait dévoilé son projet en avril en marge de l'Assemblée générale du Fonds monétaire international à New York.

Pour répondre aux critiques visant les agences de notation – un oligopole dont les membres ne sont pas indépendants et se contentent de données macro-économiques — Bertelsmann souhaite créer une fondation indépendante dont les indicateurs seraient à la fois macroéconomiques mais aussi prospectifs. Pour ce faire, Bertelsmann estime avoir besoin d'un capital de départ d'environ 310 millions d'euros (400 millions de dollars) qu'elle aimerait recueillir auprès des membres du G20 et des grandes institutions internationales.

A quoi ressembleraient ces notations ? La fondation a présenté mardi cinq pays-pilotes : l'Allemagne, le Brésil, la France, l'Italie et le Japon. Chacun a été jugé selon treize critères (eux-mêmes résultant de l'agrégat de sous-critères) : cinq critères macro-économiques et huit prospectifs.

Les fondamentaux économiques, la politique budgétaire, la politique monétaire, le risque financier, la dépendance vis-à-vis de l'étranger constituent les cinq critères classiques. Les critères prospectifs sont le respect de la loi par le gouvernement et l'administration, la transparence et la prévention de la corruption, la cohésion sociale, la qualité du système d'enseignement, la capacité du gouvernement à définir des priorités stratégiques, la mise en place des réformes annoncées, la flexibilité du gouvernement et sa capacité à innover, la capacité des gouvernements à gérer des crises.

Les critères macro-économiques représentent 40 % de la note finale dans les pays développés et 50 % chez les émergents. Les pays sont notés de 1 à 10. Ceux obtenant plus de 8 bénéficient d'un AAA, ceux ayant entre 7,70 et 7,99 d'un AA+, ceux entre 7,30 et 7,69 d'un AA, etc. La France, avec une note de 7,9 (8,2 pour la macro-économie et 7,7 pour les critères qualitatifs) obtient un solide AA+.

L'Allemagne, avec son 8,1 (8,8 pour le quantitatif et 7,6 pour le qualitatif) jouit d'un AAA mais avec "*perspective négative*". Par ailleurs, l'Italie obtient 7,2 (AA-), le Brésil 6,8 (A+) et le Japon 6,0 (A-). "*Ces notes sont des opinions qui peuvent et devraient être discutées. (...) La seule et unique question à laquelle elles répondent est : quelle est la capacité et la volonté de l'Etat à rembourser ses dettes ?*" expliquent les dirigeants de la fondation.

L'expert qui a travaillé en août et en septembre sur la France est Henrik Uterwedde, un économiste allemand parfaitement francophone travaillant à l'institut franco-allemand de Ludwigsburg. Celui-ci a travaillé seul – ce qu'il déplore — mais ses appréciations ont été discutées par les permanents de la fondation Bertelsmann qui le jugeaient "*un peu sévère*" par rapport à ses collègues chargés de noter d'autres pays puis soumis à l'avis d'une demi-douzaine d'experts connaissant bien la France.

"*Ma note est totalement dans le ton de la conférence de presse de François Hollande. Je trouve que Moody's arrive trop tard. Le gouvernement français a établi le même constat. Je ne suis pas trop pessimiste car la France a montré, notamment en 1983, qu'elle est capable de changer de cap si le pouvoir exécutif le décide*", explique M. Uterwedde qui porte sur la France un avis moins sévère que nombre de ses compatriotes.

Un article de L'Expansion.com avec AFP 22 novembre 2012

La France dans le top 5 des ventes d'armes dans le monde. (23.11)

Les exportations d'armes de la France ont bondi de 27% en 2011 à 6,5 milliards d'euros. Et ce grâce à un bond des commandes en provenance de l'Asie.

Si la France a un problème de compétitivité, il ne se ressent pas dans le domaine du matériel militaire. Les industries de l'armement ont en effet enregistré en 2011 une hausse de 27% de leurs prises de commandes, à 6,5 milliards d'euros, a annoncé le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian en présentant le document devant les Commissions de la Défense et des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Selon le rapport, ce résultat situe la France "*parmi les cinq premiers exportateurs mondiaux*" alors qu'elle était quatrième l'année dernière.

Sur la période 2006-2011, la France a maintenu cette quatrième place, derrière les Etats-Unis qui avaient 44% de parts de marché, la Russie avec 14%, le Royaume-Uni 11%, et devant Israël, 5,5%. Les autres gros exportateurs européens sont l'Allemagne (3,9%) et l'Italie (3,6%).

La région Asie Pacifique a absorbé l'année dernière 42% des exportations françaises. L'Inde notamment a passé une commande de modernisation de ses 51 avions de combat Mirage 2000 et la Malaisie a commandé des équipements pour blindés. Sur la période de cinq ans, le Moyen-Orient -Arabie saoudite et Emirats Arabes Unis en tête- a été la première destination des armes françaises, représentant 26% des commandes.

Mais le ministre constate que de nombreux pays émergents se profilent en futurs concurrents. "*La Chine, le Brésil, l'Afrique du sud ou bien encore l'Inde aspirent à entrer dans le cercle des grands exportateurs ou prétendent à une autonomie industrielle, note le rapport. La Corée du sud, par exemple (affiche) un objectif de trois milliards d'euros (de prise de commandes) en 2012, ce qui lui permettrait de se positionner au sixième rang mondial*".

La défense: 165.000 emplois en France

Le ministre a souligné l'importance des exportations d'armements pour l'industrie française. Ainsi, le secteur de la défense représente 165.000 emplois en France et réalise chaque année un chiffre d'affaires de 16 milliards d'euros. Et, en raison de la baisse du budget de la défense nationale, "*les exportations contribuent à maintenir en France une base industrielle et technologique de défense dynamique, qui est une condition de son autonomie stratégique*".

M. Le Drian a rappelé qu'il travaillait à "*l'élaboration d'un plan de soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) du secteur défense, avec un objectif de mise en oeuvre fin 2012*".

Il prévoit notamment de simplifier les autorisations d'exportation d'armes pour les PME, ce qui répond à une demande des industriels.

Si les exportations d'armes constituent un volet important de la politique de défense et de sécurité française, le gouvernement dit insister sur un contrôle rigoureux du commerce des armes.

Le ministre annonce notamment la présentation d'ici la fin de l'année d'un projet de loi instaurant un régime d'autorisation préalable pour le courtage en matériel de guerre.

Un article de Lexpress.fr du 22 novembre 2012

L'Indonésie, nouvel atelier du monde. (23.11)

Le soleil est de la partie. La mer, d'un bleu émeraude, agrémentée de reflets dorés. Une légère brise rafraîchit opportunément l'atmosphère. Rien ne manque aux occupants du Nikko Resort, hôtel luxueux de la côte sud de Bali, réunis en ce vendredi 9 novembre pour l'Euro-Indonesia Business Dialogue, un rendez-vous annuel voué à rapprocher les points de vue des investisseurs européens et des autorités locales. Rien ne manque... ou presque : José Manuel Barroso, invité d'honneur, pourtant attendu tant par la brochette d'officiels indonésiens que par les patrons locaux des multinationales européennes (Shell, Sanofi, Siemens, L'Oréal, Ikea...), a dû renoncer, à la dernière minute, à quitter la grisaille bruxelloise. Explication : des négociations *"plus ardues que prévu"* sur le budget communautaire. *"S'il annule ses déplacements chaque fois qu'il y a un problème en Europe, on n'est pas près de le voir"*, commente, mi-acerbe, mi-blasé, un participant, en croquant dans une tranche de pastèque. Cette absence de marque n'empêchera pas les participants d'échanger longuement sur les multiples avantages de l'investissement en Indonésie. Ni de finir la journée à la plage...

Si les grands noms de l'industrie européenne - et, plus largement, mondiale - se ruent vers le pays, ce n'est pas seulement pour la beauté des paysages et l'exceptionnel sens de l'hospitalité de ses habitants. Aujourd'hui, l'Indonésie fait de plus en plus figure de nouvel atelier du monde. Depuis son arrivée au pouvoir en 2004, le président de la jeune démocratie - la transition a été entamée après la chute de Suharto, en 1998 -, Susilo Bambang Yudhoyono, déroule le tapis rouge aux nouveaux venus. En 2006, le gouvernement a lancé un grand plan incluant une réduction des délais pour la création d'une entreprise, la rationalisation des procédures douanières, la mise en place de sept *"îles d'excellence"*, zones franches constituées sur le modèle des zones économiques spéciales chinoises.

"Dans certains secteurs, des exonérations fiscales supplémentaires sont également accordées, comme le raffinage, la pétrochimie ou encore l'équipement en télécommunications", détaille un bon connaisseur du pays. Résultat : les grandes entreprises sont venues en nombre dans l'archipel, qu'elles soient asiatiques (les firmes singapouriennes et chinoises, dans le domaine de l'énergie notamment, ou encore japonaises, dans l'automobile en particulier), américaines (Mattel, Nike, 3M, Exxon Mobil) ou, à un moindre degré, européennes (Britanniques et Hollandais sont historiquement les plus présents).

Au cours des derniers mois, le mouvement s'est même accéléré, au point de faire de l'Indonésie la destination en vogue auprès du big business mondial, attiré par la stabilité politique, encore précaire mais réelle, et le boom économique (plus de 6 % de croissance par an depuis 2007), tiré par l'abondance des ressources naturelles et le développement de la consommation intérieure. *"L'Indonésie a démontré sa résistance durant la crise mondiale, se félicite Muhamad Chatib Basri, patron de l'agence indonésienne chargée d'attirer les investissements étrangers. Et, aujourd'hui, nous accueillons de plus en plus d'entreprises."* Ces investissements étrangers devraient atteindre 25 milliards de dollars en 2012 (environ 19,5 milliards d'euros, en hausse de 24 % par rapport à l'année précédente), puis 33 milliards en 2014.

Ni les autorités locales ni les investisseurs internationaux n'aiment le reconnaître, mais l'un des principaux facteurs d'attractivité du pays demeure les bas salaires, malgré un embryon de droit du travail et un revenu minimum, de l'ordre de 110 euros par mois. Ainsi, selon le cabinet Werner International, dans le secteur du textile, le coût horaire du travail est de 1,08 dollar, soit environ deux fois moins qu'en Chine, et... 30 fois moins qu'en France !

Cela n'est pas tout, mais ce n'est pas rien non plus, comme le démontre l'exemple de la société Foxconn, fabricant des iPhone et iPad d'Apple. Mise à mal, dans ses usines chinoises du delta des Perles, par une série de scandales (grèves pour obtenir de meilleurs salaires, suicides liés à des conditions de travail indignes), la firme taïwanaise a été contrainte d'augmenter les salaires de 70 %, pour les porter à environ 240 euros par mois. Qu'à cela ne tienne : à l'été 2012, Terry Gou, l'autocratique patron de la firme, annonçait l'ouverture en Indonésie d'une usine géante, capable d'accueillir 1 million d'employés, dans la province de Banten, dans l'Ouest de Java. Il a promis d'investir près de 8 milliards d'euros, sur dix ans, dans ce site, qui produira principalement des téléphones mobiles et des tablettes de l'entreprise à la pomme.

La classe moyenne locale, marché d'avenir

Mais, pour beaucoup de grandes firmes, l'objectif n'est plus seulement d'inonder le marché mondial, mais aussi de toucher la fameuse classe moyenne locale (plus de 3 000 dollars de revenus annuels), avide de bien-être et de consommation. *"D'ici à 2030, cette nouvelle frange de foyers plus aisés pourrait représenter un tiers de la population, soit environ 130 millions de consommateurs"*, s'émerveille Phillia Wibowo, associée au cabinet de conseil McKinsey. L'échéance, située dans presque vingt ans, paraît bien lointaine pour pouvoir formuler des prévisions aussi précises. Pourtant, cet horizon aimante les multinationales, en quête de nouvelles sources de croissance.

Tel est le cas de L'Oréal. Le n° 1 des cosmétiques inaugurerait, le 7 novembre dernier, dans la zone industrielle de Jababeka (Samsung, Mattel), à une cinquantaine de kilomètres de la capitale, Jakarta, sa plus grande usine au monde, qui emploiera 450 personnes sur 66 000 mètres carrés. Tout était prévu pour complaire aux autorités locales - dont le ministre de l'Industrie, présent sur les lieux : dirigeants du groupe en costume traditionnel, concert pour clore l'événement. Entre-temps, un dignitaire religieux priait même pour que le dieu des musulmans accorde sa bénédiction à la nouvelle usine... Objectif de cette javanaise bien orchestrée : séduire le consommateur local et, au-delà, la vague de consommateurs qui émerge en Asie du Sud-Est, marché auquel 70 % de la production de l'usine sera destinée.

Prudence : le souvenir de la crise de 1997 est là

Dans cette ruée vers l'or, c'est à qui arrivera le premier, et l'on ne compte plus les groupes internationaux plus ou moins fraîchement installés, comme Mercedes, Siemens ou encore Glaxo Smith Kline. Ikea devrait aussi bientôt ouvrir ses portes à l'ouest de Jakarta. *"Le concept sera le même que celui des magasins occidentaux, témoigne Mark Magee, responsable du groupe suédois dans l'archipel. On mise sur le fait que les Indonésiens seront sensibles à ce qu'un groupe comme le nôtre leur propose ses produits : cela signifie qu'ils sont en première division au niveau mondial."* La semaine dernière encore, le japonais Toyota annonçait un investissement de 1 milliard d'euros sur cinq ans, la création de 9 000 emplois et l'acquisition de 150 hectares de terrains, pour construire une nouvelle usine de moteurs.

Gare, cependant, à ce que le miracle ne se transforme pas en mirage. Le souvenir de la crise asiatique de 1997, qui avait violemment frappé l'archipel aux 17 000 îles, est encore là, cuisant. Nombre d'entreprises étrangères avaient alors plié bagage, aussi rapidement qu'elles s'étaient installées. Aujourd'hui encore, les handicaps qui pénalisent cet Etat, membre du G 20, ne manquent pas. *"Un niveau de corruption élevé, une administration peu fiable, une décentralisation pas toujours bien menée, et, surtout, des infrastructures indignes d'un pays parvenu à ce stade de développement"*, liste Kevin O'Rourke, patron d'origine britannique de Reformasi Information Services, société basée à Jakarta, spécialisée dans l'analyse des politiques menées par le pouvoir local. La multiplication des conflits sociaux au cours des derniers mois (292 entreprises ont été touchées) est aussi révélatrice de nouvelles tensions. Et le signe, manifeste, que les Indonésiens réclameront certainement à leur tour davantage. Tôt ou tard.

Les Français aussi débarquent L'Indonésie, nouvel atelier du monde

Hormis quelques multinationales, présentes depuis plusieurs années (Accor, Carrefour, Total), les entreprises hexagonales ont longtemps boudé l'archipel. Trop loin, trop compliqué. *"Les Français ont été un peu lents à démarrer, reconnaît Alain-Pierre Mignon, président de la chambre de commerce franco-indonésienne. Mais ils ont désormais bien compris tout le potentiel du pays."* D'ici à la fin de l'année, 50 sociétés, petites ou grandes, devraient ainsi y ouvrir un bureau ou une unité de production. Beaucoup, comme L'Oréal ou Danone, visent la fameuse classe moyenne indonésienne - et, plus largement, les nouveaux consommateurs du Sud-Est asiatique. Le géant agroalimentaire a ainsi décidé d'ouvrir sept nouveaux sites de production pour son eau minérale Aqua, en plus des 16 usines déjà en activité. Michelin est également présent, dans un pays où pas moins de 6 millions de nouveaux deux-roues se lancent chaque année, à tombeau ouvert, sur les routes sinueuses de l'archipel.

Dans le domaine de l'énergie, GDF Suez place ses pions : déjà active localement dans le secteur de la géothermie, la firme vient de signer un contrat de trente ans avec le fournisseur d'énergie public indonésien, à qui elle fournira l'électricité produite par une centrale située dans la province de Sumatra du Sud. Quant au groupe minier Eramet, il achève la construction d'une usine de transformation du nickel et du cobalt à Weda Bay, dans l'est du pays. Enfin, quelques entreprises de plus petite taille tentent également de s'implanter, comme CLS, société d'observation des océans par satellite, à l'origine de la fameuse balise Argos.

Un article de l'AFP du 23 novembre 2012

Argentine: le spectre d'un défaut de paiement plane de nouveau. (24.11)

Après la décision d'un juge de New York ordonnant le versement de 1,33 milliard de dollars à des fonds spéculatifs, l'Argentine est dans une situation délicate qui pourrait la précipiter vers un nouveau défaut de paiement mi-décembre onze ans après la crise de 2001.

Le juge Thomas Griesa a sommé mercredi l'Argentine, à l'issue de dix ans de procès avec des fonds spéculatifs, de payer ceux-ci "*en même temps ou avant*" de rembourser les créanciers ayant accepté une décote de leurs créances lors d'échanges de dette.

M. Griesa a aussi ordonné à la Bank of New York Mellon, qui réalise les paiements au nom du gouvernement argentin, de payer les fonds spéculatifs si Buenos Aires ne s'exécutait pas.

Buenos Aires a annoncé son intention de faire appel.

L'Argentine a toujours refusé de payer un centime à ces fonds qu'elle qualifie de "*vautours, charognards et usuriers*", parce qu'ils cherchent à être remboursés à 100% plus les intérêts, alors que la plupart des créanciers (banques, assureurs...) ont accepté de perdre jusqu'à 75% de la valeur de leurs titres de la dette argentine.

Le pays a ainsi refinancé environ 93% de sa dette après son gigantesque défaut de 2001, portant sur 100 milliards de dollars. Les fonds récalcitrants comme NML ou Aurelius ont refusé à deux reprises, en 2005 et en 2010, les offres d'échanges de titres.

Onze ans après, l'intransigeance de Buenos Aires envers eux place de nouveau le pays au bord du défaut de paiement: s'il ne paie que les détenteurs de la dette restructurée comme il n'a eu de cesse de répéter, il risque de se retrouver en banqueroute.

"*L'arrêt peut avoir des conséquences très négatives pas seulement pour l'Argentine, mais aussi pour tout pays en crise économique ou financière*", a prévenu le dirigeant de l'opposition Ricardo Alfonsín, résumant la crainte générale.

Pour Buenos Aires, le moment de vérité viendra le 15 décembre. Ce jour-là, l'Argentine doit faire face à une échéance de la dette renégociée pour 3,1 milliards de dollars, auxquels s'ajoute maintenant le 1,33 milliard devant être versé aux créanciers récalcitrants.

Si l'Argentine choisit de ne payer que les détenteurs de la dette renégociée, elle ira à l'encontre de la décision judiciaire. Le pays s'exposerait alors à une saisie de ses actifs à l'étranger, comme c'est le cas de la frégate argentine retenue au Ghana depuis le 2 octobre, à la demande des fonds spéculatifs.

L'Argentine pourrait aussi choisir une solution intermédiaire.

"*Une option pourrait être de déposer le 1,3 milliard de garantie pour ne pas être déclarée en défaut, tout en faisant appel devant la Cour Suprême*" américaine, a déclaré à l'AFP l'économiste Fausto Spotorno, de chez OJF.

Quel que soit le scénario retenu, Buenos Aires est dans une position difficile.

"*Que va-t-il se passer avec les détenteurs de titres de dette qui auront participé à un accord de restructuration?*", s'interroge Jonathan Sabbach, expert financier du cabinet de conseil Maxinver. "*Vont-ils pouvoir bénéficier du même traitement que les fonds spéculatifs?*", a-t-il ajouté.

"*Si ceux qui n'ont pas participé à l'échange de dette bénéficient d'un traitement préférentiel, tout le monde doit en bénéficier*", selon une clause des accords de restructuration de la dette argentine, a-t-il expliqué.

La décision du juge américain pourrait rendre difficiles les restructurations de dette publique dans l'avenir, avertissent les analystes.

"Pour des échanges de dette dans le cadre d'une juridiction étrangère c'est un précédent très négatif", estime Marina del Poggetto, analyste au cabinet Bain & Company. "Cela n'encourage pas les porteurs de titres à accepter les décotes et les délais" réclamés par des Etats en difficulté.

Un article de l'AFP du 23 novembre 2012

Union européenne: échec du sommet sur le budget, nouveau rendez-vous début 2013. (24.11)

Les dirigeants européens ont échoué vendredi à s'entendre sur le budget de l'UE 2014-2020, car leurs exigences étaient impossibles à concilier, et ils devront faire beaucoup de concessions pour parvenir à un accord lors d'un prochain sommet au début de l'année prochaine.

Alors que cet échec ternit un peu plus l'image de l'Europe, les chefs d'Etat et de gouvernement ont tous cherché à minimiser ses conséquences. Mais sous couvert de l'anonymat, les membres des délégations se cachaient pas leur inquiétude, tant les divergences sont grandes.

Le président du Conseil européen Herman Van Rompuy a déclaré avoir reçu mandat de continuer le "travail" pour rechercher un "consensus". "Un accord est possible en début d'année prochaine", a-t-il soutenu lors d'une conférence de presse, faisant état d'un "degré suffisant de convergences" entre les dirigeants des 27.

Il a annoncé qu'il "commencerait des consultations dès la semaine prochaine".

"Je suis très pessimiste sur un changement dans les positions d'ici le prochain sommet", a toutefois confié à l'AFP un diplomate impliqué dans les négociations.

"Aucune date n'a encore été arrêtée pour ce nouveau sommet", a-t-il précisé. Il pourrait être organisé entre la fin du mois de janvier et le début du mois de février.

"Ce sommet a montré une absence totale d'esprit européen", a-t-il lancé, cinglant. "Toutes les positions ont montré des replis nationaux et tout ce qui a été proposé, ce sont des coupes dans les politiques pour l'avenir afin de financer des politiques du passé", a-t-il déploré.

Le chef du gouvernement italien Mario Monti, d'ordinaire très posé, a fustigé les prises de position de certains de ses homologues. "Je vois de la démagogie dans les attaques contre le budget européen, et elles me semblent incohérentes", a-t-il lâché au cours de sa conférence de presse.

M. Monti n'a nommé personne, mais la cible de cette pique était le Premier ministre David Cameron, dont l'intransigeance est une des causes de l'échec.

La position de la chancelière allemande Angela Merkel a également suscité beaucoup de perplexité. Elle a été une des plus dures, réclamant plus de 20 milliards de réductions supplémentaires par rapport à la proposition soumise par M. Van Rompuy, a confié un diplomate.

Le président du Conseil européen a annoncé qu'il faudrait de "nouvelles coupes", et a pour la première fois parlé de toucher au budget de 62,6 milliards alloué pour le fonctionnement des institutions et les salaires de leurs personnels.

Dans son dernier projet, il maintenait sa proposition initiale d'un budget de 973 milliards d'euros, soit 1,01% du PIB européen, et redistribuait des financements prélevés sur certains postes pour les réallouer à l'agriculture et aux fonds de cohésion destinés aux régions les plus pauvres.

David Cameron n'a pas apprécié la méthode. "Ce n'est pas le moment de faire du bricolage, il ne s'agit pas de déplacer de l'argent d'un poste budgétaire à l'autre. Nous avons besoin de tailler dans les dépenses", a-t-il soutenu.

M. Van Rompuy peut aller un peu plus loin. "Il va taper dans les politiques pour la compétitivité et la croissance, et grappiller sur les institutions. Tout cela ne permet pas de faire une politique européenne", a déploré un membre de la Commission européenne.

Toutes ces concessions n'ont pas suffi pour débloquer un accord vendredi. En fait, "tout le monde est mécontent", a commenté un négociateur.

"Personnellement, je ne peux pas souscrire à une telle proposition", a averti Mario Monti.

Le président français François Hollande s'est en revanche voulu positif. *"Ce Conseil a été utile et a correspondu à une étape souhaitable pour chercher un accord", a-t-il affirmé.*

Mais cet affichage ne convainc pas. *"La France ne va pas pouvoir préserver l'enveloppe pour la politique agricole", a averti un négociateur.*

Chacun va désormais tenter de justifier l'échec du sommet. Pour David Cameron, c'est une victoire. Il n'a cédé sur rien, conservé le mythique rabais sur la contribution britannique, obtenu que la négociation se fasse sur un budget en réduction et, *"cerise sur le gâteau", mis sur la table les rémunérations des fonctionnaires européens.*

François Hollande, en revanche, n'est pas parvenu à une position de négociation commune avec l'Allemagne, et n'a obtenu *"aucun soutien"* d'Angela Merkel pour ses demandes sur la PAC. Seulement de *"la compréhension"*, a reconnu un négociateur français.

Complément à partir d'un autre article de l'AFP. Hollande s'est encore distingué, il a pris le relais de Sarkozy, on a le droit d'en rire.

Le président français François Hollande a estimé vendredi lors d'une conférence de presse, que le sommet européen sur le budget 2014-2020 de l'UE avait été *"utile"* et *"avait constitué une étape souhaitable"* vers un accord.

M. Hollande a contesté que le sommet ait été un échec, se refusant même à employer le mot. *"Il n'y a pas eu, comme il avait été un moment prétendu, des menaces, des ultimatums et chacun a eu à cœur de dire sa position et en même temps de ne rien empêcher", a-t-il assuré.*

Pour autant, *"la France et l'Allemagne ont joué parfaitement leur rôle pour faire avancer l'Europe"*.

Un article du figaro.fr du 23 novembre 2012

Le patronat propose de rogner les retraites complémentaires. (24.11)

Les partenaires sociaux se donnent jusqu'en mars pour renflouer les comptes des régimes Arrco et Agirc. Le patronat suggère de geler les pensions pendant quelques années ou de les amputer de 10% en cas de départ avant 65 ou 67 ans.

Syndicats et patronat se sont donné cinq mois pour sauver les retraites complémentaires. Ils se sont retrouvés jeudi autour de la table des négociations pour le premier des cinq rounds de négociation, qui les emmèneront jusqu'en mars. *«Les discussions seront très difficiles, a prévenu Jean-Louis Malys, de la CFDT. Les comptes des régimes de retraites complémentaires sont dans une situation catastrophique.»*

À cause du chômage, qui érode les rentrées de cotisations, et du vieillissement de la population, les régimes Agirc (pour les cadres) et Arrco (tous salariés du privé) affichent chacun un lourd déficit: 1,77 milliard d'euros pour le premier en 2011 et 1,69 pour le second. À ce rythme, les deux devraient avoir épuisé leurs réserves d'ici à 2015-2017 pour l'Agirc et entre 2020 et 2023 pour l'Arrco. *«Tout le monde a conscience de la gravité de la situation»*, reconnaît d'ailleurs Philippe Pihet, de FO.

Dans l'immédiat, les partenaires sociaux doivent trouver des solutions d'urgence. Ces mesures, que certains qualifient déjà de *«rustines»*, devront toutefois s'accompagner de mesures plus structurelles. *«Il faut des mesures de court terme pour dépasser l'effet négatif dû à la crise, et en trouver d'autres à moyen terme, équitables, pour équilibrer les comptes»*, a résumé Patrick Poizat (CFTC). Différentes solutions élaborées par l'Agirc et l'Arrco ont été soumises aux partenaires sociaux. *«Aucune ne se suffit à elle-même ou est facile à adopter»*, observe Jean-Louis Malys.

Les partenaires sociaux vont devoir jouer sur les trois leviers classiques disponibles pour redresser le système: le niveau des prestations, les cotisations et enfin la durée d'assurance et l'âge de la retraite. Une dernière piste que la CFTC rejette déjà *«catégoriquement»* pour préserver la cohérence avec le régime général.

Le Medef suggère de regarder du côté des dépenses. Le patronat propose, entre autres, de geler, à partir du 1er avril et sur trois ans, les prestations versées aux retraités. Cette proposition permettrait d'économiser 4,2 milliards sur trois ans. Une alternative consisterait à les revaloriser légèrement, mais moins que l'inflation, pendant cinq ans. Dans les deux cas, les syndicats grincent des dents. *«Nous ne pouvons pas accepter les mesures patronales qui auront pour conséquence un effondrement du taux de remplacement»*, a condamné Éric Aubin, le représentant de la CGT. Il a claqué la porte au bout de deux heures de débat.

Pour les veufs et veuves, les pensions de réversion Arrco pourraient aussi être moins généreuses. Mais c'est une autre proposition patronale qui a le plus fait bondir les représentants des salariés: amputer de 10% des pensions des futurs retraités qui partiront avant l'âge du taux plein automatique, jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge. Actuellement fixé à 65 ans, l'âge du taux plein doit progressivement atteindre 67 ans en 2022.

En échange d'éventuelles mesures sur les pensions, FO réclame une hausse des cotisations employeurs. Le Medef ne veut pas en entendre parler à court terme. *«La question des ressources est pertinente dès lors qu'elles sont affectées à une réforme durable»*, avait justifié Jean-François Pilliard, le chef de file de la délégation patronale, il y a un mois.

Un article de l'AFP du 25 novembre 2012

Pétrole du Nigeria: un rapport dénonçant des milliards de perte fait polémique. (26.11)

Un rapport accusant le Nigeria d'avoir perdu des dizaines de milliards de dollars récemment à cause de pratiques douteuses au sein de l'industrie pétrolière, la plus importante du continent africain, est fermement démenti parmi les grands acteurs du secteur.

Commandé par le gouvernement, il n'a pas encore été rendu public, mais des copies qui circulent ont provoqué de vives critiques de la part des autorités, de la compagnie pétrolière nationale et des sociétés privées du secteur.

Les militants anti-corruption, qui réclament des changements dans ce secteur opaque et considéré comme rongé par la corruption, font, eux, pression sur le gouvernement pour qu'il s'attaque aux problèmes qui y sont mentionnés.

Le document de 136 pages, dont l'AFP a obtenu une copie, donne un aperçu inédit des pratiques internes d'un secteur qui représente plus des deux tiers des revenus de l'État nigérian et la quasi-totalité de ses exportations.

Il remet en cause le processus d'appel d'offre nigérian pour l'attribution de licences d'exploitation et le recours à des courtiers privés en tant qu'intermédiaires à plusieurs niveaux, ce qui crée un terrain propice à la corruption.

Parmi les très nombreux exemples cités, le Nigeria aurait notamment perdu:

-29 milliards de dollars à cause de prix inférieurs à ceux du marché dans la vente de gaz à la compagnie NLNG, dont Shell, Total, ENI et la société nationale de pétrole NNPC sont actionnaires

- Plus de 6 milliards de dollars de revenus par an à cause de vols de pétrole à grande échelle

- 4,6 milliards de dollars à cause d'écarts de prix dans la vente de brut pour le marché national

- 3,03 milliards de dollars de royalties pétrolières non versées

- 947 millions de dollars de gaz provenant d'un champs offshore de Shell

L'étude se concentre sur la période 2005-2011, mais certaines données datent de 2002.

La compagnie pétrolière nationale NNPC conteste une grande partie du rapport, invoquant des erreurs de calcul notamment.

Dans un communiqué détaillant chacune de ses objections, la NNPC dit avoir présenté ses propres analyses aux auteurs du rapport et se demande pourquoi elles ont été ignorées, alors que cela "*les aurait aidés à parvenir à des conclusions et des recommandations fiables sans méprendre le public tel que le fait le rapport*".

Shell dément devoir au Nigeria une énorme somme pour le gaz qu'elle produit sur l'exploitation offshore Bonga.

"*Cette accusation est incorrecte mais nous ne pouvons faire plus de commentaires parce que nous ne connaissons pas la base du calcul qui leur a permis de parvenir à ce chiffre de 947 millions*", a déclaré la compagnie pétrolière anglo-hollandaise dans un communiqué, en réponse aux questions de l'AFP.

Total a refusé de commenter

Concernant le gaz vendu à NLNG, la société de liquéfaction de gaz naturel a considéré dans un communiqué que *"c'est une erreur de comparer le prix d'une matière brute (le gaz naturel d'alimentation) et celui d'un produit fini (le gaz naturel liquéfié puis regazéifié)"*, puisqu'on ne prend pas en compte les différents coûts, notamment de transformation et de transport, qui entrent en jeu entre les deux produits.

Un avis partagé par Shell et la compagnie italienne ENI.

Le français Total a refusé de commenter un rapport qui, pour l'instant, *"n'a pas été adopté par le gouvernement fédéral nigérian"* a-t-elle déclaré.

Le rapport a été présenté au président Goodluck Jonathan qui a réuni un comité afin de l'étudier.

Au lieu d'utiliser ces conclusions *"pour combattre l'impunité face à la corruption dans le secteur pétrolier, le gouvernement s'est lancé dans une grande campagne de dénigrement du rapport écrit par un comité qu'il a lui-même mandaté"*, estime l'association anti-corruption SERAP dans un communiqué.

Le comité de réflexion qui a écrit le rapport a été nommé en février après une grève nationale et des manifestations qui ont réuni des dizaines de milliers de gens dans la rue.

Celles-ci avaient éclaté lors d'une tentative du gouvernement de supprimer les subventions sur l'essence, qui permettaient aux Nigériens de bénéficier de prix bas à la pompe.

Les revendications des manifestants s'étaient ensuite étendues à d'autres sujets dont la corruption dans un pays souvent considéré comme un des plus corrompus au monde.

Le gouvernement, au pied du mur, a du reculer sur les subventions sur l'essence et a mis en place le comité de réflexion qui a rédigé ce rapport.

Le comité était dirigé par Nuhu Ribadu, l'ancien patron de l'agence nigérienne anti-corruption.

Un article de l'AFP 26 novembre 2012

Espagne: à Madrid, la santé en grève contre l'austérité. (27.11)

Infirmières et médecins de la région de Madrid ont commencé lundi une grève de quatre jours à l'appel des syndicats, pour protester contre les coupes budgétaires qui frappent la santé.

Devant les centres de santé, portes closes, et les hôpitaux de la capitale, dont une vingtaine sont occupés depuis plusieurs semaines, les blouses blanches ont organisé des rassemblements, affichant des pancartes avec les mots "*Hôpital fermé, services minimum seulement*", "*La santé publique n'est pas à vendre, mais à défendre*".

"*Nous allons manifester jusqu'à ce que le gouvernement régional retire son plan*", lance Cristina Diez, une jeune spécialiste de médecine interne de 29 ans de l'hôpital Gregorio Marañón, l'un des plus grands de Madrid.

"*Le gouvernement central a déjà réduit les dépenses. Si en plus ils privatisent, c'est pour essayer de rendre la santé plus rentable. Nous sommes contre cela*", ajoute-t-elle.

Les 75.000 salariés de la santé publique de Madrid et sa région sont appelés à la grève par leurs syndicats, lundi et mardi, puis à nouveau les 4 et 5 décembre. Les spécialistes ont eux appelé à une grève illimitée.

Ce mouvement sera ponctué de plusieurs manifestations, notamment mardi soir dans le centre de Madrid.

Les chiffres de participation variaient lundi, aux alentours de 80% selon les syndicats et de 26% selon la préfecture de Madrid.

Dans un secteur déjà éprouvé par la politique de rigueur menée par le gouvernement espagnol de droite, la colère est montée depuis l'annonce du budget 2013 de la région de Madrid, dirigée elle aussi par la droite, qui prévoit notamment des économies dans la santé publique et la privatisation de plusieurs hôpitaux.

Dans le cadre de sa réforme sanitaire annoncée au printemps, le gouvernement de Mariano Rajoy entend économiser sept milliards d'euros par an, un effort qui se répercute sur les finances des régions, en charge des lourds budgets de l'éducation et de la santé.

Déjà, la population est sévèrement mise à contribution: les retraités, qui jusque là bénéficiaient d'un système de santé totalement gratuit, doivent désormais régler 10% de leurs factures de pharmacie, tandis que la note s'est alourdie aussi pour les actifs.

Un article de l'AFP du 26 novembre 2012

Allemagne: la faible hausse des salaires renforce les déséquilibres en zone euro. (27.11)

La faible hausse des salaires en Allemagne depuis 2000 a soutenu les exportations allemandes, mais a renforcé les déséquilibres et la pression commerciale sur ses partenaires en zone euro, affirme une étude de la fondation allemande Hans-Böckler présentée lundi.

En 2011, le coût d'une heure de travail dans le privé en Allemagne s'est affiché à 30,10 euros, d'après les calculs de la fondation Hans-Böckler, proche des syndicats allemands.

Un chiffre qui place le pays derrière ses principaux partenaires en zone euro tels que les Pays-Bas (31 euros), la France (34,2), la Suède (39,1) et la Belgique (39,3), mais au-dessus de la moyenne de la zone euro (27,6).

"L'Allemagne est dotée d'une excellente compétitivité internationale. (...) Depuis des années, nous exportons bien plus que nous n'importons", a commenté Gustav Horn, membre de la fondation et directeur de ce rapport.

Pour autant, "les excédents commerciaux de l'Allemagne sont si grands, qu'ils mettent nos partenaires en zone euro et en dehors (les autres pays de l'UE, NDLR) sous forte pression, et rendent très difficile de surmonter la crise de l'euro", a-t-il souligné.

Entre 2000 et 2008, le coût d'une heure travaillée en Allemagne a progressé de 1,8% en moyenne, contre 3% en zone euro et 3,6% au sein de l'Union européenne, en raison d'une croissance "relativement faible" des salaires et de la demande intérieure, relève le rapport.

Toutefois, le coût du travail en Allemagne a augmenté de 3% en 2011, un rythme plus rapide que celui de la zone euro (2,7%) pour la première fois depuis 2000. Au premier semestre 2012, cette tendance s'est poursuivie: le coût de l'heure de travail allemande a cru de 2,2%, contre 1,8% en zone euro.

Deux raisons à cela. L'application en Allemagne d'un certain nombre de hausses de salaires, maintes fois reportées au plus fort de la crise de 2008 et jusqu'en 2010, et une baisse drastique du coût du travail dans les pays de la zone euro malmenés par la crise: Grèce, Italie et Portugal.

Pour 2012 et 2013, la fondation mise sur une hausse du coût du travail en Allemagne d'environ 2,5%, ce qui serait "dans la moyenne de la zone euro, ni particulièrement au-dessus, ni particulièrement en dessous", a précisé à l'AFP M. Horn.

Un article de l'AFP du 27 novembre 2012

Afrique du Sud: un quart de la population a faim, la moitié est pauvre. (28.11)

Pays le plus riche du continent africain, l'Afrique du Sud compte plus d'un quart d'habitants trop pauvres pour manger à leur faim (26,3%) et plus de la moitié vivant sous le seuil de pauvreté (52,3%) dix-huit ans après la fin de l'apartheid et l'instauration de la démocratie.

Être pauvre en Afrique du Sud n'exclut pas que l'on possède un réfrigérateur (57,2%), une radio (55,4%), un téléviseur (62,6%) et surtout un téléphone portable (80,1%, soit presque autant que les ménages non pauvres 89,1%), selon l'enquête sur les conditions de vie publiée mardi par l'agence nationale statistique.

Et contrairement à de nombreux autres pays africains, les ménages pauvres ont majoritairement accès à l'électricité (70,1%), à l'eau courante (51,8%) et à l'aide sociale pour au moins un membre de la famille (70,6%), selon l'enquête.

En revanche, les chiffres de Statistic South African démontrent sans appel que le visage de la pauvreté reste encore largement marqué par la politique d'exclusion économique systématique menée sous l'apartheid au détriment de la majorité noire.

La pauvreté est le lot de 25,5 millions de Sud-Africains, soit 61,9% des familles noires et 32,9% des métis, tandis qu'elle touche 7,3% des familles indiennes et 1,2% des familles blanches.

Un tiers des Sud-Africains noirs (32%) ne mange pas à sa faim.

Le seuil de pauvreté alimentaire est défini comme la somme en dessous de laquelle il est impossible de se nourrir pendant un mois, soit 305 rands (26 euros) par personne en mars 2009, à la date de l'enquête.

Le seuil de pauvreté est lui défini comme le minimum indispensable pour manger mais aussi subvenir à d'autres besoins vitaux (se loger, se vêtir, se soigner, scolariser ses enfants), soit 577 rands mensuels (50 euros) pour tenir un mois par personne.

Le fardeau est aussi très inégalement réparti et se concentre surtout dans les zones traditionnelles, rurales ou dans les bidonvilles.

Au Limpopo (nord), province rurale frontalière du Zimbabwe, près de la moitié des habitants (48,5%) vit en dessous du seuil de pauvreté alimentaire et les trois-quarts sous le seuil de pauvreté (74,3%).

Autres provinces très pauvres: le Cap oriental (sud), région natale de Nelson Mandela qui fournit des bataillons de travailleurs migrants dans les mines; le Mpumalanga et le Kwazulu-Natal, province la plus peuplée et fief du président Jacob Zuma. Un quart des ménages pauvres d'Afrique du Sud vivent en pays zoulou.

A l'opposé, les deux-tiers des ménages au Cap et de son arrière-pays, échappent à la pauvreté.

La pauvreté va aussi souvent de pair avec la maladie, un très faible niveau scolaire (14,4% de bacheliers contre 46,1% parmi les non pauvres), plus de difficultés à lire ou écrire que les autres, une absence d'emploi stable et l'obligation de travailler dans le secteur informel ou chez des particuliers.

Le confort de la vie moderne est un luxe.

La plupart des ménages pauvres ont au moins un lit (87,9%) mais très peu ont une voiture (8,9% contre 44,2% parmi les ménages non pauvres), un abonnement internet (4,2% contre 17%) ou un lave-linge (12% contre 44,9%).

Lorsque, comme ces derniers mois, les prix de l'alimentation s'envolent, c'est un drame pour les familles qui crée un climat de contestation sociale dure, comme on l'a vu durant les récentes grandes grèves de mineurs.

De fait, près de la moitié des dépenses des ménages pauvres part en nourriture (42,3% contre 16,1% pour le poste alimentation chez les ménages non pauvres) selon l'enquête.

La politique d'allocations familiales ou vieillesse mise en place par l'ANC est la seule soupape de sécurité pour éviter l'explosion. Les aides sociales sont la principale source de revenu pour 54,7% des ménages sud-africains pauvres.

Commentaire.

Au pays des mines d'or, etc...

Un article de l'AFP du 23 novembre 2012

10 chiffres sur les inégalités de la société française. (29.11)

Salaires, diplômes, espérance de vie, taux d'emploi, patrimoine, niveau de vie... Le point en chiffres sur les inégalités qui caractérisent la société française à l'occasion de la publication par l'Insee de l'édition 2012 de son "portrait social de la France".

L'Insee publie ce mercredi 28 novembre l'édition 2012 de son "portrait social de la France", ouvrage de référence sur les conditions de vie des Français, l'éducation, les salaires, les niveaux de vie, la population, etc. L'occasion de mettre en lumière les inégalités qui caractérisent la société française.

6 ans et demi: c'est le nombre d'année supplémentaires que peut espérer vivre un cadre de 35 ans par rapport à un ouvrier. Pour les femmes, l'écart d'espérance de vie entre une cadre et une ouvrière de 35 ans se réduit à 3 ans. Le taux de mortalité avant 60 ans des ouvriers est de 13%, deux fois plus que celui des cadres (6%). En dépit d'une hausse d'environ un an tous les cinq de l'espérance de vie depuis 25 ans, les inégalités sociales face à la mort ne se sont pas réduites.

85% des parents isolés sont des femmes. Entre 1990 et 2009, le nombre de familles monoparentales a été multiplié par 1,7 en France. Cette hausse a particulièrement touché les femmes les moins favorisés: 14% des femmes les moins diplômées sont des mères de famille monoparentale contre 10% des femmes diplômées du supérieur. Cet écart est encore plus marqué lorsque le plus jeune des enfants a moins de trois ans: 19% des mères ayant au plus le brevet sont des mères de famille monoparentale contre 5% des mères diplômées du supérieur.

20% des enfants d'ouvriers non qualifiés sont diplômés du supérieur. C'est quatre fois moins que les enfants de cadres ou d'enseignants (76%). Ces inégalités d'accès aux hautes études se jouent en fait bien avant le bac. Les chances d'avoir le bac diffèrent déjà nettement selon le milieu social: 90% des enfants de cadres ou d'enseignants entrés en 6e en 1995 l'ont eu, contre 40% des enfants d'ouvriers non qualifiés. Plus en amont encore: 77% des enfants de cadres ont bien réussi les épreuves d'évaluation à l'entrée en 6e contre 32% des enfants d'ouvrier non qualifiés.

29,9% et 44%: c'est le taux d'emploi des jeunes (15-24 ans) et des seniors (plus de 55 ans) en France en 2011. C'est moins que la moyenne européenne - respectivement 33,6% et 51%). Le marché du travail français se caractérise par un fort taux d'emploi (81,6%) aux âges intermédiaires (25-49 ans), au-dessus de la moyenne européenne (78%), mais par des difficultés persistantes d'insertion aux extrémités de la pyramide des âges. Résultat, le taux d'emploi des 15-64 ans en France (64%) est légèrement inférieur à celui de l'UE (64,3%) et bien en dessous de nos voisins allemands (73%).

39.290 euros: c'est le revenu salarial moyen des 25% de salariés les mieux payés en France en 2010. C'est dix fois plus que les 25% de salariés les moins bien payés (3859 euros par an). Le revenu salarial moyen des salariés s'établit à 19.505 euros en 2010. Les employés ont perçu en moyenne 13.420 euros, les ouvriers 14.380 euros, les professions intermédiaires 22.060 euros et les cadres 39.310 euros.

20%: c'est l'écart de salaire persistant entre hommes et femmes. En 2010, un homme travaillant dans le privé à temps plein a gagné en moyenne 26.740 euros contre 21.320 euros pour une femme. Cet écart s'explique en partie par des différences de secteur d'activité et de niveau de diplôme, mais pas seulement. Autre inégalité: le taux d'emploi des femmes est inférieur à celui des hommes (66% contre 75%) et leur taux de chômage est supérieur (9,7% contre 8,8%). Ces inégalités sur le marché du travail sont à rapprocher de celles liées au partage des tâches domestiques: une femme active consacre y 4h01 par jour contre 2h13 pour un homme. 64% du travail domestique est aujourd'hui encore assumé par les femmes.

40% des caissiers et agents d'entretien veulent travailler plus. C'est 2,5 fois plus que l'ensemble des salariés (16% soit 3,3 millions de personnes). En 2011, 30% des salariés à temps partiel et 10% des salariés à temps plein déclarent vouloir travailler davantage. Ce souhait est plus répandu chez les jeunes, les ouvriers, les employés et les salariés peu rémunérés. Les métiers les plus concernés sont les professions de l'action culturelle, sportive et surveillants, les aides à domicile, les caissiers, les agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la restauration, les agents d'entretien et les vendeurs.

Les 10% de ménages les plus aisés possèdent 35 fois plus de patrimoine que les 50% de ménages les moins bien dotés. Ce rapport était de 30 en 1997. Cet accroissement des inégalités de patrimoine illustre le fossé entre les ménages propriétaires, qui ont bénéficié d'une envolée des prix de l'immobilier, et les ménages locataires. Patrimoine et niveau de vie sont fortement liés. En 2009, les 10% de ménages les plus aisés en termes de niveau de vie détiennent en moyenne 913.900 euros de patrimoine, soit 6 fois plus que le patrimoine médian et 10 fois plus que le patrimoine des 10% des ménages les plus modestes.

3,9: c'est le rapport entre le niveau de vie moyen des 20% de Français les plus aisés et des 20% les plus modestes, après redistribution. Avant redistribution, ce rapport est de 7,4. Les prestations sociales et prélèvement obligatoires divisent ainsi par deux les écarts de niveaux de vie: celui des plus modestes augmente de 50%, celui des plus riches diminue de 20%. Les prestations sociales réduisent davantage (66%) les inégalités de niveau de vie que les prélèvements obligatoires (34%).

1 heure 40 minutes: c'est le temps de sommeil en moins des personnes qui travaillent de nuit, par rapport aux autres travailleurs. Et leurs plages de sommeil sont plus hachées (14% dorment en plusieurs fois). Globalement, les Français dorment en moyenne 7 heures et 47 minutes. C'est 18 minutes de moins qu'il y a 25 ans. La baisse est de 50 minutes pour les adolescents, qui passent ½ heure par nuit sur l'ordinateur.

Un article de 20minutes.fr du 28 novembre 2012

Quand se chauffer devient un luxe. (29.11)

De plus en plus de ménages ne parviennent plus à payer leur facture d'énergie. Sur les dix premiers mois de l'année, le Secours catholique de Lille a enregistré une hausse de 88% des demandes d'aide pour ce motif, par rapport à la même période 2010.

En France, 8 millions de personnes, soit 3,8 millions de foyers, sont en situation de précarité énergétique. *«Cela signifie qu'ils consacrent plus de 10% de leurs revenus à régler leur facture d'énergie. Ce sont surtout des personnes âgées qui vivent dans des maisons mal isolées, souvent en zone rurale»*, explique Anne Dujin, du Crédoc, centre spécialisé dans l'observation des conditions de vie. *«Mais ce chiffre ne tient pas compte de tous ceux qui se restreignent, justement pour ne pas dépenser autant. Ces personnes sont plus jeunes et vivent souvent en milieu urbain, dans des logements collectifs mal isolés.»*

Explosion des prix

Alors que la température conseillée est de 19°C, *«des familles vivent dans des logements où il fait 10°C»*, assure Nicolas Mochnino, de l'UFC-Que Choisir. Du coup, *«certains foyers adoptent des comportements dangereux pour gagner un peu de chaleur, comme laisser leur gazinière allumée»*, alerte Delphine Borne, juriste à Familles de France.

Si la précarité énergétique gagne du terrain en France, c'est à cause de la hausse des coûts de l'énergie. *«Le gaz a augmenté de 70% depuis 2004, l'électricité de 30% depuis 2005, et le fioul a doublé depuis 2008»*, avance Thierry Saniez, délégué général de l'association CLCV. Ce n'est pas la seule raison: *«Les familles sont attentives: elles voient de nouvelles lignes sur leurs factures et nous demandent pourquoi. Eh bien, il y a aussi de nouvelles taxes de l'Etat»*, assure Delphine Borne.

La priorité: rénover les logements

Se chauffer serait-il devenu un luxe? *«C'est le cas pour ceux qui vivent dans la précarité»*, répond Nicolas Mochnino. Pour cet expert, *«élargir les tarifs de première nécessité peut répondre à l'urgence, mais cela revient à traiter les symptômes et pas la maladie, qui est le logement. Si celui-ci est bien isolé, la facture est de 500 euros par an, dans le cas contraire, elle peut dépasser 2.000 euros. Et ce sont souvent les plus précaires qui vivent dans ces habitations... Les pouvoirs publics doivent trouver les moyens d'aider ces ménages à rénover leurs logements.»*

Thierry Saniez voudrait également que le mode d'indexation du gaz soit revu: *«Alors qu'il est de moins en moins cher sur le marché mondial, c'est le contraire en France, parce qu'il est indexé sur le pétrole.»* Les associations de consommateurs comptent bien défendre ces positions à l'occasion du débat national sur la transition énergétique qui s'ouvre ce jeudi.